RAIFFEISEN

HSLU Hochschule Luzern

Département W
Institut des services financiers de Zoug (IFZ)

Rapport sur les opportunités Suisse 2026

Naviguer en temps incertains

Stratégies et résilience

Quelles opportunités pour les entreprises dans le conflit commercial?

Page 10

Technologies et innovation

Comment les entreprises sécurisent l'accès aux technologies et où elles investissent.

Page 17

Attentes envers les politiques

Des accords de libre-échange pour sécuriser les relations commerciales.

Page 24

Novembre 2025

Chères lectrices, chers lecteurs,
Les derniers mois l'ont clairement montré: la stabilité est devenue l'exception. Les conflits mondiaux, les droits de douane, les changements d'orientation politique et les nouvelles réglementations changent les règles du jeu pour les entreprises bien plus vite que les stratégies ne peuvent être actualisées. Et pourtant, l'économie suisse reste remarquablement solide. Pourquoi? Parce que nos entreprises agissent, identifient et saisissent les opportunités qui s'offrent à elles, même dans les périodes difficiles. Ainsi, près de 60 % des plus de 300 entreprises interrogées voient dans le conflit commercial non seulement des risques, mais aussi de nouvelles opportunités de croissance et de développement.

La deuxième édition du Rapport sur les opportunités Suisse le montre toutefois clairement: l'incertitude est omniprésente, mais elle n'est pas acceptée comme une fatalité. Les entreprises investissent dans la digitalisation, dans l'automatisation et dans leurs collaborateurs. Même si les perspectives s'assombrissent un peu. Elles recherchent de nouveaux marchés, repensent les chaînes d'approvisionnement, misent sur la qualité et sur des partenariats fiables. Elles tirent parti du changement comme d'un avantage concurrentiel. C'est précisément là que réside la force de notre place économique.

Parallèlement, les entreprises envoient un message sans équivoque aux responsables politiques. Elles souhaitent réduire la bureaucratie et instaurer des conditions-cadres claires, notamment dans leurs relations avec l'UE. La prévisibilité est la base de l'innovation, de l'investissement et de la croissance.

Dans cette deuxième édition, nous avons étendu le Rapport sur les opportunités à la Suisse romande. Notre regard reste tourné vers l'avenir: nous voulons continuer de développer cette plateforme, approfondir le dialogue et présenter ensemble de nouvelles perspectives pour l'économie suisse.

Raiffeisen est aux côtés des entreprises. Nous le voyons bien: la résilience ne naît pas de l'attente, mais de l'action. C'est précisément pour cela qu'il faut des partenariats qui vont au-delà du financement. Connaissances, mise en réseau, orientation – telle est notre contribution.

Je vous invite cordialement à lire le Rapport sur les opportunités 2026 et à nous faire part de vos réflexions. Ensemble, façonnons l'avenir en gardant une vision claire des opportunités qui s'offrent à nous.

Avec nos meilleures salutations

Philippe Obrist
Responsable Clientèle entreprises Raiffeisen Suisse

Auteures et auteurs
Stefan Behringer
Stephanie Blättler
Timo Heroth
Manuel Gesslein

Pour les réactions et questions
chancenreport-schweiz@raiffeisen.ch

La Suisse est un pays d'opportunités
Les bouleversements mondiaux tels que les guerres ou les conflits commerciaux engendrent de l'insécurité et de l'instabilité. Ce qui, à son tour, déclenche un mouvement: certaines entreprises cèdent à l'activisme, d'autres à la panique, et d'autres encore prennent les devants. À mon avis, ces dernières ont le vent en poupe. En effet, la Suisse dispose d'un large éventail de conditions et de capacités qui lui permettent de canaliser les énergies issues d'un déséquilibre et d'en exploiter le potentiel.

La proximité ne découle pas seulement de notre petite taille, elle correspond aussi au talent ancestral de la Suisse de relever les défis. Nous voulons savoir exactement ce que nous faisons et parfaire ce que nous savons faire. Nous préférons agir plutôt que réagir. Le réseau européen offre ainsi de nombreuses opportunités pour de nouveaux marchés, collaborateurs et partenariats. Tout cela maintient l'économie en marche et garantit la prospérité de notre pays. Même si l'Europe n'est pas parfaite, elle offre stabilité et fiabilité sur les plans économique, politique et social. En consolidant notre proximité en matière de politique économique avec l'Europe, nous allions ouverture et autonomie dans une même relation. C'est la devise: penser au-delà des frontières, agir à l'échelle de la Suisse.

Parler de relations, c'est aussi parler des gens. La pénurie de main-d'œuvre est devenue un problème récurrent avec lequel de nombreuses entreprises ont appris à vivre. Certaines d'entre elles suppriment des postes ou ne pourvoient pas ceux qui sont vacants à la suite de départs naturels. Cela est compréhensible du point de vue des coûts, mais insuffisant en matière d'opportunités. En investissant ensemble et de manière ciblée dans la formation, la qualification et le perfectionnement professionnel, l'économie et la politique font bien plus que simplement fidéliser les talents en Suisse et au sein de nos organisations. En effet, nous renforçons la position de la Suisse en tant que nation dotée d'un niveau de formation de haut vol et menons une politique d'implantation orientée vers l'avenir.

Les acteurs économiques suisses ont pris conscience du potentiel des nouvelles technologies, notamment de l'intelligence artificielle (IA). En les classant parmi les thèmes d'actualité, ils le montrent clairement: investir maintenant, c'est s'assurer des avantages concurrentiels. S'agissant de l'intelligence artificielle, la Suisse pourra se hisser en pôle position comme l'un des centres les plus fiables d'Europe grâce à ses exigences élevées en matière d'utilisation éthique de l'IA, à ses compétences de classe mondiale en matière de recherche et développement et à son engagement profondément ancré en faveur de l'innovation. Cela requiert de l'audace entrepreneuriale, un rythme soutenu et un cadre juridique réglementaire favorable à l'innovation.

«Moins de bureaucratie, s'il vous plaît!» J'entends cet appel presque tous les jours. Aussi simple que cela puisse paraître, sa mise en œuvre n'en est pas moins complexe. Car la bureaucratie est la conséquence logique de la complexité. Avec l'interdépendance économique, politique, sociale et technologique croissante, la complexité a augmenté de manière exponentielle au cours des dernières années. Pour réduire la bureaucratie, nous devons simplifier nos relations – entre les pays, au sein des secteurs et, surtout, entre le monde politique et les entreprises. Pour ce faire, nous devons resserrer nos liens encore davantage.

Je pense que dans le contexte actuel incertain, la Suisse se porte bien. En effet, elle perçoit le changement comme une opportunité. Nous devons à présent optimiser le cadre pour permettre aux acteurs de développer leur esprit d'entreprise, une culture saine de l'innovation et des ressources humaines. Nous ne pourrons y parvenir qu'en unissant nos forces. En effet, ce n'est qu'en nous serrant les coudes que nous pourrons continuer d'écrire la success story de la Suisse et consolider nos piliers économiques fondamentaux que sont la confiance, la fiabilité, la liberté.

Elisabeth Schneider-Schneiter
Conseillère nationale, présidente de la Chambre de commerce des deux Bâle, présidente du Conseil d'administration de la Banque Raiffeisen Bâle

Executive Summary

Pour la deuxième fois, l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) du département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne a réalisé, en collaboration avec Raiffeisen Suisse, le Rapport sur les opportunités sous forme d'un sondage en ligne en septembre 2025. Le Rapport sur les opportunités examine les défis auxquels les entreprises suisses font face et de quelle manière elles les relèvent. L'accent a été mis sur les opportunités, c'est-à-dire les réactions positives. 320 entreprises suisses y ont répondu. Plus de 80 % des personnes interrogées ont déclaré faire partie de la direction ou du conseil d'administration. La validité des résultats de l'étude peut donc être considérée comme étant très élevée.

Le thème principal de ce Rapport sur les opportunités était les conflits commerciaux, en particulier avec les Etats-Unis. Même si la plupart des entreprises ne sont pas ou peu touchées directement par les droits de douane, ceux-ci ont des conséquences négatives pour les entreprises suisses. Les entreprises sont particulièrement préoccupées par l'incertitude liée à l'évolution sans cesse changeante des réglementations et des exigences. Néanmoins, ce défi est relevé de manière proactive: les entreprises prennent des mesures pour garantir leur efficacité, par exemple au moyen de l'IA et de la digitalisation. Elles se tournent également vers d'autres marchés. Il s'agit essentiellement de la région DACH et de l'UE au sens large. Elles souhaitent donc que les responsables politiques maintiennent et développent des relations stables avec l'UE. Mais l'attention se tourne également vers les marchés d'outre-mer. L'Inde et la région APAC (à l'exclusion de l'Inde, de la Chine et du Japon) occupent une place centrale. Les entreprises souhaitent là aussi que les responsables politiques mettent en place des accords de libre-échange. Il apparaît que les entreprises qui ont répondu au sondage s'attendent également à une plus grande sécurité sur le plan formel dans leurs relations commerciales, probablement en raison des chocs douaniers inattendus causés par les Etats-Unis. Cela contraste avec les autres attentes à l'égard de l'Etat: toute intervention de l'Etat est largement rejetée, à l'exception notable de la politique en matière de formation professionnelle. La réglementation est encore et toujours considérée comme l'obstacle majeur à la croissance de leur activité commerciale. Les entreprises y répondent par la digitalisation, l'agilité et la formation continue – elles renforcent leurs compétences à l'interne pour réagir au contexte problématique.

En deuxième position parmi les obstacles à la croissance des entreprises, on trouve l'incertitude concernant l'évolution économique. Mais là aussi, les participants répondent de manière entrepreneuriale: la majorité d'entre eux veut développer de nouveaux secteurs d'activité et renforcer la recherche et le développement. Près des deux tiers des entreprises interrogées souhaitent se diversifier dans de nouveaux domaines d'activité. Un chiffre étonnamment positif dans un contexte d'incertitude. Par rapport au sondage mené l'année précédente, un des changements notables est qu'un plus grand nombre d'entreprises envisagent de réagir à l'incertitude en réduisant leurs effectifs. Il s'agit d'un indicateur préoccupant qui pourrait suggérer des problèmes imminents sur le marché de l'emploi. Cette tendance est corroborée par le fait que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, bien que toujours importante, est de moins en moins considérée comme étant un obstacle à la croissance.

Les entreprises voient des opportunités dans l'intelligence artificielle. Le nombre de mentions y faisant référence a encore augmenté par rapport au sondage de l'année précédente. Cela indique que les domaines d'application se concrétisent. Comme en 2025, les entreprises considèrent l'IA comme étant LE thème d'actualité de 2026. L'évaluation de la durabilité en tant qu'opportunité a nettement reculé. Par rapport au sondage de l'année précédente, les entreprises sont plus nombreuses à percevoir les risques liés, par exemple, à la réglementation et à la bureaucratie.

Les investissements prévus pour les trois prochaines années connaissent des changements: ceux qui concernent les moyens de production ainsi que la formation et le perfectionnement professionnel sont plus fortement pondérés. Les entreprises ont tendance à vouloir développer leurs propres points forts. En revanche, les investissements dans l'immobilier et les rachats d'entreprises diminuent.

Dans l'ensemble, les entreprises suisses restent très optimistes, mais les défis externes assombrissent légèrement leur évaluation de la situation actuelle. La réponse apportée consiste à mettre l'accent sur les marchés voisins, à renforcer leurs propres ressources et à agir de manière entrepreneuriale, par exemple en développant de nouveaux modèles d'affaires.

Table des matières

		Page
Préambule Philippe Obrist		2
Avant-propos Elisabeth Schneider-Schneiter		3
Executive Summary		4
Table des matières		5
Liste des illustrations		6
Liste des abréviations		7
1.	**Objectifs du Rapport sur les opportunités 2026**	**8**
2.	**Résultats**	**9**
2.1	Stratégie et mise en œuvre de la stratégie	10
2.1.1	Obstacles perçus au développement d'entreprise	10
2.1.2	Contre-mesures prises par les entreprises	11
2.1.3	Opportunités et risques	15
2.1.4	Accès aux technologies et aux innovations	17
2.1.5	Politique d'investissement des entreprises	17
2.1.6	Besoins et formes de financement	18
2.2	Axe thématique	19
2.2.1	Naviguer en temps incertains	19
2.2.2	Le conflit commercial, facteur d'opportunités et de risques	19
2.2.3	L'impact concret du régime douanier	21
2.2.4	Le conflit commercial, une opportunité: mesures visant à améliorer les opportunités de marché	21
2.2.5	Attentes envers les responsables politiques dans le conflit commercial	24
2.3	Attentes envers les responsables politiques	25
2.4	Thèmes d'actualité 2026	27
3.	**Conception de l'étude**	**29**
3.1	Réalisation du sondage	29
3.2	Conception du questionnaire	29
3.3	Représentativité	30
3.4	Entreprises répondantes	30
4.	**Conclusion**	**33**
5.	**Perspectives**	**34**

Liste des illustrations

		Page
Illustration 1:	Obstacles à la croissance des entreprises	10
Illustration 2:	Obstacles à la croissance des entreprises par rapport à la Suisse romande	11
Illustration 3:	Contre-mesures aux obstacles liés aux exigences réglementaires / à la bureaucratie	11
Illustration 4:	Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude de la croissance économique	12
Illustration 5:	Contre-mesures aux obstacles liés à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée	12
Illustration 6:	Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude géopolitique	13
Illustration 7:	Contre-mesures à la force du franc suisse	13
Illustration 8:	Contre-mesures au manque d'accès au financement	14
Illustration 9:	Contre-mesures aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement	14
Illustration 10:	Contre-mesures aux cybermenaces	15
Illustration 11:	Opportunités et risques	16
Illustration 12:	Garantie de l'accès aux technologies et aux innovations disruptives	17
Illustration 13:	Budget d'investissement moyen de CHF 100 pour les trois prochaines années	18
Illustration 14:	Besoin de financement des projets d'entreprise	18
Illustration 15:	Risques liés au conflit commercial	20
Illustration 16:	Opportunités offertes par le conflit commercial	20
Illustration 17:	Pertes de chiffre d'affaires attendues en raison du régime douanier	21
Illustration 18:	Principaux marchés pour des relations commerciales nouvelles ou plus importantes (priorité 1)	22
Illustration 19:	Classement pondéré des trois principaux marchés pour les relations commerciales nouvelles ou plus importantes	22
Illustration 20:	Investir pour maintenir la compétitivité dans le contexte des conflits commerciaux	23
Illustration 21:	Investir pour maintenir la compétitivité dans le contexte des conflits commerciaux par rapport à la Suisse romande	24
Illustration 22:	Attentes envers les responsables politiques dans le conflit commercial	25
Illustration 23:	Classement pondéré des domaines politiques pour lesquels des changements sont vivement attendus	25
Illustration 24:	Attentes envers les responsables politiques	26
Illustration 25:	Thèmes d'actualité 2026	27
Illustration 26:	Fonction des participants	30
Illustration 27:	Entreprises participantes par secteur	31
Illustration 28:	Taille de l'entreprise selon le nombre de collaborateurs	31
Illustration 29:	Taille de l'entreprise selon le chiffre d'affaires	31

Liste des abréviations

APAC	Région Asie-Pacifique
CHF	Franc suisse
CSDDD	Corporate Sustainability Due Diligence Directive
DACH	Région Allemagne, Autriche, Suisse
ESG	Environnement, social, gouvernance
EPF	Ecole polytechnique fédérale
IFZ	Institut des services financiers de Zoug (IFZ)
IA	Intelligence artificielle
M&A	Mergers & Acquisitions, rachats d'entreprises et fusions
N	Ensemble de base des réponses
n	Contrôle par sondage, nombre concret de réponses
PIB	Produit intérieur brut
R&D	Recherche et développement
TI	Technologies de l'information
UE	Union européenne

1. Objectifs du Rapport sur les opportunités 2026

Le premier Rapport sur les opportunités Suisse, qui portait sur les opportunités escomptées en 2025, a été publié en novembre 2024. Ainsi, Raiffeisen Suisse société coopérative, en collaboration avec l'Institut pour les services financiers de Zoug (IFZ) rattaché à la Haute école spécialisée de Lucerne, présentait pour la première fois un sondage d'opinion des spécialistes et cadres dirigeants de niveau C, afin d'identifier les opportunités et les défis de l'économie suisse. Cette étude a été conçue de manière à présenter chaque année les évolutions et les tendances. Le Rapport sur les opportunités 2026 constitue la deuxième édition de ce sondage d'opinion des entreprises suisses. Alors que la première année, le sondage s'était concentré sur la Suisse alémanique, la nouvelle édition intègre désormais la Suisse romande, ce qui permet d'élargir considérablement la couverture régionale du présent Rapport.

2. Résultats

60 %

voient des opportunités dans le conflit commercial.

79 %

se concentrent sur la région DACH et l'Union européenne.

63 %

sont favorables à des relations plus étroites avec l'UE.

46 %

considèrent la pénurie de main-d'œuvre qualifiée comme un obstacle.

9 %

considèrent la durabilité comme une très grande opportunité.

62 %

voient l'IA comme une grande opportunité.

63 %

souhaitent conquérir de nouveaux secteurs opérationnels.

10 messages clés

- Les conflits commerciaux poussent à la réorientation et à l'innovation.
- L'UE et la région DACH restent les marchés les plus importants.
- Les entreprises exigent des relations commerciales stables avec l'UE…
- … et moins de réglementation, plus d'investissements dans la formation.
- La main-d'œuvre qualifiée demeure un facteur de croissance déterminant.
- L'intelligence artificielle est considérée comme un véritable avantage concurrentiel.
- La durabilité devient moins prioritaire.
- Les entreprises investissent davantage dans la R&D et la formation continue.
- Plus d'entreprises réagissent à l'incertitude en réduisant leurs effectifs.
- Les entreprises font preuve de flexibilité et de résilience, même dans des situations difficiles.

Conclusion

Il ressort de la deuxième édition du rapport sur les opportunités que les entreprises suisses restent résilientes, agiles et orientées sur les solutions. Elles voient des opportunités dans le changement et attendent avant tout une chose du monde politique: des conditions cadres stables.

2.1 Stratégie et mise en œuvre de la stratégie

2.1.1 Obstacles perçus au développement d'entreprise

Présentant un thème qui change chaque année, le Rapport sur les opportunités se compose d'une série de questions récurrentes concernant les opportunités et les risques ainsi que leur impact stratégique et la mise en œuvre par les entreprises. Les questions récurrentes permettent de mettre en évidence les changements au fil du temps. Le Rapport sur les opportunités est réalisé cette année pour la deuxième fois. Par conséquent, une comparaison avec le sondage de l'année précédente pourra être effectuée pour la première fois pour 2026.

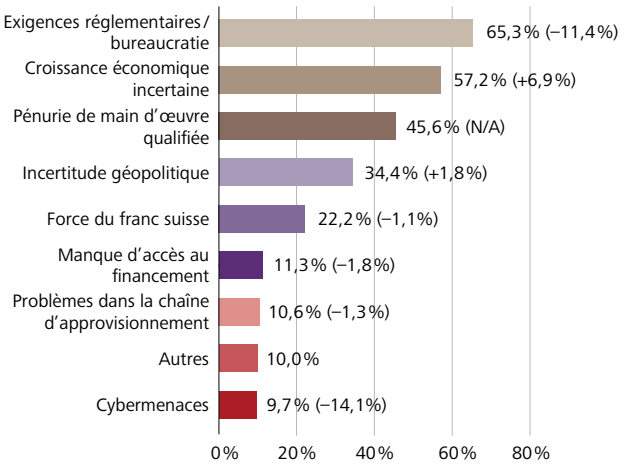
Dans cette édition du Rapport sur les opportunités, les défis qui freinent le développement des entreprises, selon l'avis des personnes interrogées, ont de nouveau fait l'objet de la présente analyse. Les entreprises ont été invitées à indiquer leurs trois principaux défis. Comme l'année dernière, les exigences réglementaires et la bureaucratie occupent la première place, mais elles sont mentionnées par nettement moins d'entreprises (65,3 %, –11,4 % en glissement annuel). Vient ensuite l'incertitude concernant la croissance économique, perçue comme un obstacle par 57,2 % des personnes interrogées, soit une hausse par rapport au sondage de l'année précédente (+6,9 %). En troisième position avec 45,6 %, on trouve la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, perçue comme un frein.

L'incertitude géopolitique est un peu plus souvent mentionnée que lors du sondage de l'année précédente (34,4 %, +3,1 %), tandis que les cybermenaces ont nettement perdu de leur importance (9,7 %, –14,1 % en glissement annuel). A l'instar du sondage de l'année précédente, la force du franc suisse reste un sujet d'actualité pour environ un cinquième des entreprises (22,2 %). Le manque d'accès au financement ne constitue un défi que pour un petit nombre d'entreprises (11,3 %). Les préoccupations en matière de sécurité dans la chaîne d'approvisionnement (10,6 %, –1,3 % en glissement annuel) restent un obstacle mineur à la croissance.

Les défis spécifiques à chaque secteur ont, cette année aussi, été cités comme d'autres freins à la croissance. Parmi les thèmes qui ressortent figurent le manque de clarté dans les évolutions réglementaires, les questions douanières, la lenteur des procédures d'autorisation, la concentration du marché, les changements technologiques et les incertitudes politiques. Les questions liées au personnel (par exemple la motivation et la disponibilité des collaborateurs), les majorations de prix chez les fournisseurs, le mauvais climat de consommation, les événements naturels et les perturbations sur les marchés ont également été cités à plusieurs reprises. Cette diversité montre qu'outre les facteurs structurels, les chocs externes et les dynamiques spécifiques à chaque secteur sont de plus en plus perçus comme des freins à la croissance.

Dans l'ensemble, les principaux obstacles ont eu tendance à évoluer. Cela peut s'expliquer par le fait que des questions telles que les cybermenaces et la bureaucratie sont omniprésentes et aujourd'hui partiellement éclipsées par des problèmes plus urgents liés à des chocs extérieurs (tels que les conflits commerciaux internationaux).

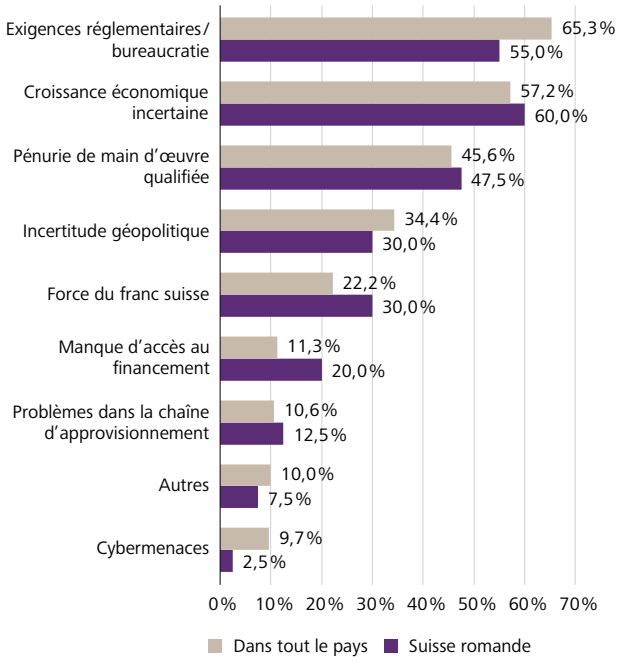
Illustration 1: Obstacles à la croissance des entreprises



(comparaison en glissement annuel) N = 320 entreprises | n = 852 réponses

Pour la première fois, le Rapport sur les opportunités a également été réalisé en français, afin de prendre en compte de manière spécifiques les entreprises de Suisse romande. La comparaison régionale montre que les entreprises de Suisse romande perçoivent différemment certains défis. Il est particulièrement frappant de constater que les exigences réglementaires et la bureaucratie y sont nettement moins perçues comme des obstacles (55,0 % contre 65,3 % au total) et ne sont donc considérées que comme le deuxième défi par ordre d'importance. La croissance économique incertaine a été mentionnée plus souvent en Suisse romande (60,0 %) et occupe la première place. Des thèmes comme la force du franc suisse (30,0 % contre 22,2 % au total) et le manque d'accès au financement (20,0 % contre 11,3 % au total) sont un peu plus mis en avant, mais restent globalement moins importants. Ces différences montrent que la perception des obstacles varie d'une région à l'autre et qu'en Suisse romande, les incertitudes économiques, en particulier, occupent une place plus importante, tandis que les charges administratives ont moins d'impact.

Illustration 2: Obstacles à la croissance des entreprises par rapport à la Suisse romande



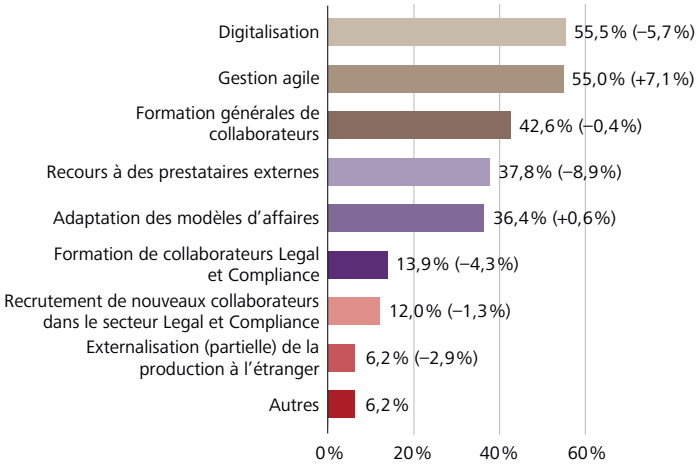
N = 40 entreprises | n = 106 réponses

2.1.2 Contre-mesures prises par les entreprises

Pour les trois défis identifiés dans la question précédente comme étant les obstacles majeurs, les entreprises ont eu la possibilité de citer les contre-mesures qu'elles ont prises. Outre un choix parmi des mesures prédéfinies, il était possible, pour chaque défi, d'en nommer d'autres dans un champ de texte libre.

Face aux exigences réglementaires et à la bureaucratie, citées par 65,3 % des entreprises comme un obstacle à la croissance, les personnes interrogées réagissent surtout par la digitalisation des processus (55,5 %, –5,7 %) et une gestion agile (55,0 %, +7,1 %), ce qui témoigne de la tendance à une plus grande efficacité et flexibilité. Vient en quatrième position le recours à des prestataires externes (37,8 %), suivi de près par les adaptations des modèles d'affaires (36,4 %). La formation des collaborateurs est également un levier important: 42,6 % des entreprises misent sur des formations générales, tandis que les perfectionnements professionnels spécifiques aux fonctions Legal et Compliance (13,9 %) ainsi que le développement des compétences des collaborateurs dans ce domaine (12,0 %) sont beaucoup moins souvent cités. La réaction radicale consistant à délocaliser tout ou partie de la production à l'étranger n'est mentionnée que par un petit nombre d'entreprises (6,2 %). Cette réaction drastique avait encore été mentionnée par 9,1 % des entreprises dans le Rapport sur les opportunités 2025. Parmi les autres mesures (6,2 %) figurent notamment la simplification des processus et des structures, l'engagement politique et l'intensification des échanges avec les autorités et les parties prenantes. Dans l'ensemble, les entreprises réagissent plutôt de manière entrepreneuriale, en essayant d'améliorer l'efficacité des processus. Elles relèvent les défis externes et essaient de tirer le meilleur parti de la situation.

Illustration 3: Contre-mesures aux obstacles liés aux exigences réglementaires / à la bureaucratie



(comparaison en glissement annuel) N = 209 entreprises
(soit 65,3 % des entreprises participantes) | n = 555 réponses

Les entreprises qui considèrent l'incertitude concernant la croissance économique comme un obstacle majeur (57,2 %), réagissent en combinant des stratégies offensives et défensives. Le plus souvent, quoique légèrement moins que lors du sondage de l'année précédente, elles citent la constitution de nouveaux secteurs opérationnels (63,9 %, –6,5 %), ce qui indique une orientation fondamentalement proactive. Malgré la situation incertaine, près des deux tiers des entreprises souhaitent donc se développer dans de nouveaux domaines d'activité. Il s'agit d'un chiffre étonnant qui montre à quel point les entreprises suisses réagissent de manière positive et optimiste en ces temps incertains.

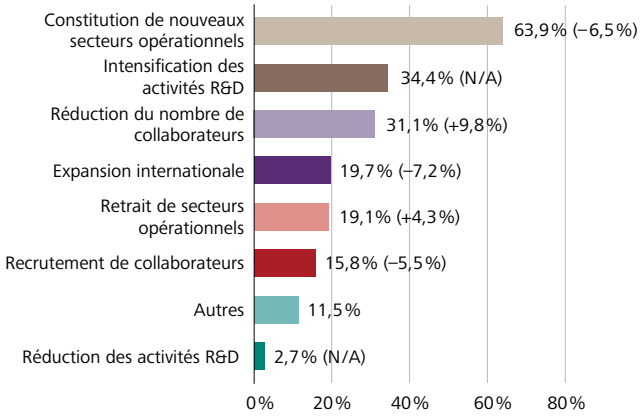
L'intensification des activités de R&D (34,4 %) est elle aussi souvent mentionnée, ce qui souligne l'importance de l'innovation en période d'incertitude. Les autres mesures sont l'expansion internationale (19,7 %) et le retrait de certains secteurs opérationnels (19,1 %). Il est frappant de constater que la réduction du nombre de collaborateurs (31,1 %) est beaucoup plus souvent mentionnée que l'augmentation des effectifs (15,8 %) – un signe clair d'une politique du personnel plus prudente en comparaison avec le sondage de l'année

précédente lors duquel ces deux valeurs étaient identiques (21,3 %). Cela montre que les entreprises estiment que la situation économique et mondiale en général est nettement plus incertaine qu'il y a un an.

11,5 % des entreprises mentionnent encore d'autres mesures dans le champ de texte libre pour faire face à la croissance économique incertaine; notamment des coopérations et partenariats, l'optimisation des secteurs d'activité existants, la digitalisation, l'amélioration de l'efficacité ainsi que le renforcement des activités de distribution. Certaines entreprises font également état de réductions des investissements, d'une focalisation sur leurs compétences clés et même d'une potentielle délocalisation des activités à l'étranger.

Dans l'ensemble, la situation est contrastée: alors que de nombreuses entreprises misent sur la diversification et l'innovation, d'autres recourent à des réductions de coûts et d'effectifs pour se préparer à d'éventuels ralentissements. Les mesures défensives sont mentionnées plus souvent que lors du sondage de l'année précédente. Même si les mesures offensives et expansionnistes sont encore mentionnées par une majorité d'entreprises, on perçoit tout de même une attitude plus prudente de la part des entreprises en comparaison avec le sondage de l'année précédente.

Illustration 4: Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude de la croissance économique

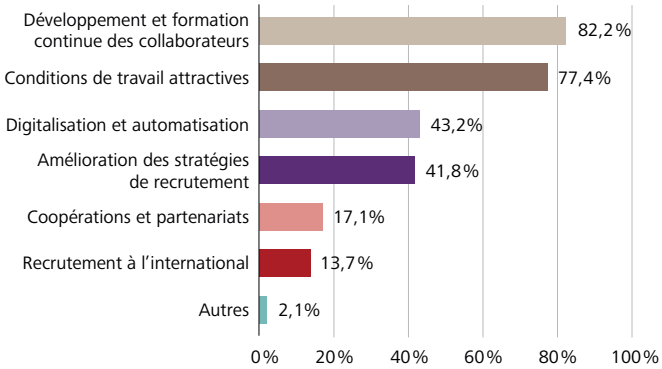


(comparaison en glissement annuel) N = 183 entreprises
(soit 57,2 % des entreprises participantes) | n = 363 réponses

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée est perçue par 45,6 % des entreprises comme l'un des principaux freins à la croissance. L'an dernier, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée était le thème central du Rapport sur les opportunités. Pour relever ces défis, les entreprises misent avant tout sur le développement et la formation continue de leurs collaborateurs (82,2 %) ainsi que sur des conditions de travail plus attractives (77,4 %). Parmi les autres mesures importantes figurent le recours accru à la digitalisation et à l'automatisation (43,2 %) ainsi que l'amélioration des stratégies de recrutement (41,8 %). Les coopérations et partenariats (17,1 %) ainsi que le recrutement à l'international (13,7 %) jouent un rôle complémentaire.

Dans l'ensemble, les entreprises mettent avant tout l'accent sur la qualification, la fidélisation et l'amélioration des conditions-cadres, tandis que les solutions structurelles telles que le recrutement à l'international ou les coopérations revêtent une moindre importance. Cela correspond aux résultats du sondage mené l'année précédente, où la formation continue et l'amélioration des conditions de travail avaient également été citées comme les principaux instruments de lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

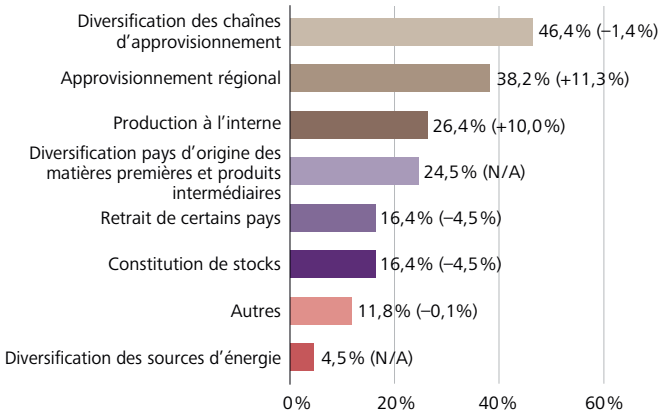
Illustration 5: Contre-mesures aux obstacles liés à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée



N = 146 entreprises (soit 45,6 % des entreprises participantes) | n = 405 réponses

Les entreprises qui considèrent l'incertitude géopolitique comme un obstacle à leur développement (34,4 %) misent avant tout sur des mesures visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement. La diversification des chaînes d'approvisionnement est la mesure la plus souvent mentionnée (46,4 %). Par rapport au sondage de l'année précédente, un plus grand nombre d'entreprises ont recours à des fournisseurs régionaux pour leur approvisionnement (38,2 %). L'année dernière, seuls 26,9 % des répondants avaient donné cette réponse. D'autres stratégies visent à renforcer la production à l'interne (26,4 %), qui a nettement augmenté par rapport à l'année précédente avec une hausse de 10 %, et la diversification des pays d'origine des matières premières et des produits intermédiaires (24,5 %). Le retrait de certains pays (16,4 %) et la constitution de stocks (16,4 %) sont moins cités que l'année précédente, mais restent des réponses pertinentes. La diversification des sources d'énergie (4,5 %) n'est citée que par un petit nombre d'entreprises. Dans l'ensemble, par rapport au sondage de l'année précédente, on constate que les entreprises s'efforcent de réduire les risques en misant davantage sur des partenaires régionaux ou en fabriquant elles-mêmes des produits intermédiaires qu'elles achetaient jusqu'à présent.

Illustration 6: Contre-mesures aux obstacles liés à l'incertitude géopolitique



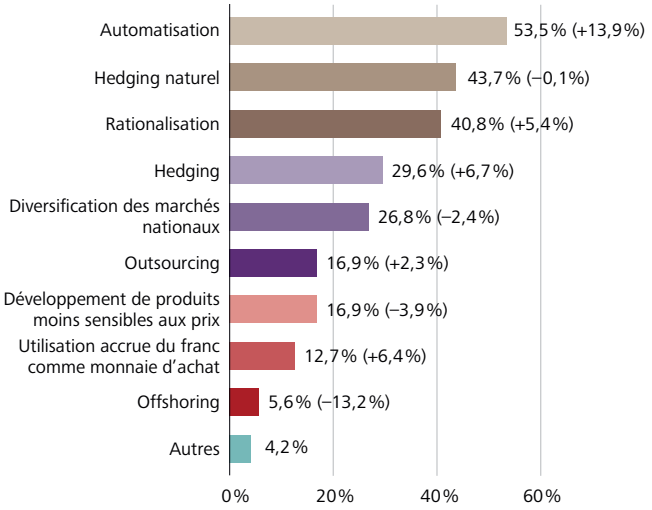
(comparaison en glissement annuel) N = 110 entreprises
(soit 34,4 % des entreprises participantes) | n = 203 réponses

La force du franc suisse est citée par 22,2 % des entreprises comme un obstacle au développement, ce qui correspond à peu près au même niveau enregistré lors du sondage de l'année précédente. Le taux de change par rapport à l'euro, la monnaie étrangère la plus importante pour l'économie suisse, n'a que peu évolué au cours des 12 derniers mois, si bien que sa force réelle n'a guère changé. Par rapport au dollar US, la situation est différente: le franc suisse s'est apprécié face au dollar, ce qui a encore renforcé l'effet des droits de douane américains. Il faut tenir compte du fait que ce sont surtout les entreprises exportatrices qui sont concernées. En plus de la charge des droits de douane, il faut ajouter ici le taux de change nettement plus élevé, qui devrait entraîner une hausse des prix en dollars sur le marché américain, mais qui ne peut toutefois être applicable que si l'entreprise est en position de force sur le marché.

Comme l'année précédente, la principale mesure visant à contrer les taux de change élevés est le hedging naturel (43,7 %), c'est-à-dire la compensation des achats et des ventes en devises. Bien plus que l'année précédente, les entreprises ont recours à l'automatisation (53,5 %, +13,9 %) et à la rationalisation (40,8 %, +5,4 %) pour réduire leurs coûts et assurer leur compétitivité. Les opérations de hedging classiques au moyen d'instruments financiers gagnent également en importance (29,6 %, +6,7 %). La diversification des marchés nationaux (26,8 %) reste une approche pertinente, tandis que l'évolution des produits moins sensibles aux prix (16,9 %) est un peu moins mentionnée. L'utilisation accrue du franc comme monnaie d'achat (12,7 %) est plus souvent envisagée que l'année précédente (6,3 %), tandis que l'offshoring (5,6 %, –13,2 %) a nettement perdu de son importance. L'externalisation (16,9 %) reste une option complémentaire.

Dans l'ensemble, il apparaît que les entreprises mettent davantage l'accent sur l'augmentation de l'efficacité et l'automatisation, tandis que les ajustements structurels tels que l'offshoring diminuent.

Illustration 7: Contre-mesures à la force du franc suisse

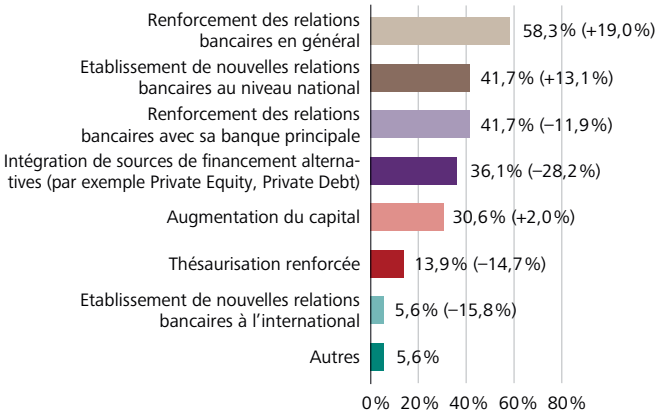


(comparaison en glissement annuel) N = 178 entreprises
(soit 22,2 % des entreprises participantes) | n = 178 réponses

Le manque d'accès au financement est cité comme un obstacle au développement par 11,3 % des entreprises, soit une faible proportion. La mesure la plus souvent citée est le recours à des sources de financement alternatives (36,1 %), mais nettement moins que l'année précédente (–28,2 %). Le renforcement des relations bancaires dans l'ensemble joue un rôle important (58,3 %, +19,0 %), tandis que le renforcement ciblé des relations avec sa banque principale (41,7 %, –11,9 %) a perdu de son importance. L'établissement de nouvelles relations bancaires au niveau national est également souvent mentionné (41,7 %, +13,1 %). Il s'avère que les entreprises cherchent à diversifier leurs relations bancaires. Cette orientation stratégique consistant à rechercher de nouvelles relations bancaires peut s'expliquer par la disparition de Credit Suisse (CS) du marché. Avec le rachat de la grande banque CS par UBS, beaucoup d'entreprises n'ont plus qu'une seule relation bancaire. De nombreuses entreprises souhaitent disposer d'au moins deux relations bancaires stables. Par ailleurs, les entreprises mentionnent également les augmentations de capital (30,6 %, +2,0 %). En revanche, l'établissement de relations bancaires internationales (5,6 %, –15,8 %) et la thésaurisation accrue des bénéfices (13,9 %, –14,7 %) perdent nettement en importance.

Dans l'ensemble, les entreprises tendent davantage à étendre leur réseau bancaire, tandis que les options internationales et le recours à d'autres formes de financement diminuent.

Illustration 8: Contre-mesures au manque d'accès au financement

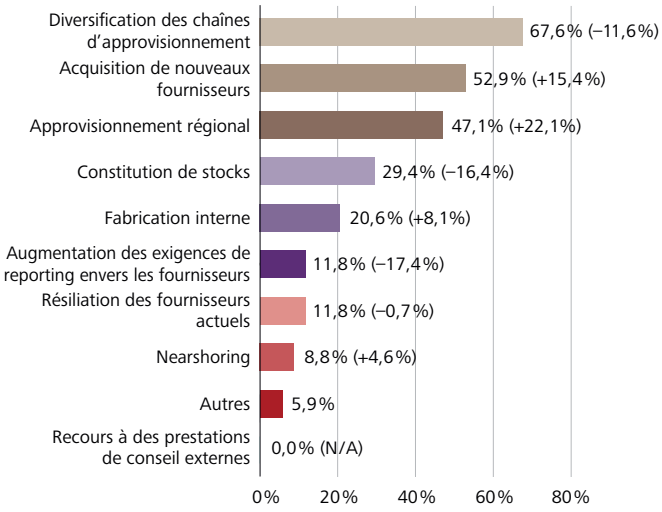


N = 36 entreprises (soit 11,3 % des entreprises participantes) | n = 84 réponses

Seules 10,6 % des entreprises citent les problèmes de la chaîne d'approvisionnement comme un obstacle à leur développement. Les entreprises concernées réagissent surtout par une diversification de leurs chaînes d'approvisionnement (67,6 %), bien que ce chiffre soit en recul par rapport au sondage de l'année précédente (–11,6 %). Néanmoins, les entreprises continuent à miser sur l'approvisionnement régional (47,1 %) et sur l'acquisition de nouveaux fournisseurs (52,9 %).

Parmi les autres mesures, citons la constitution de stocks (29,4 %), en baisse de 16,4 % par rapport au sondage de l'année précédente, ainsi que la fabrication à l'interne (20,6 %), qui a gagné en importance (+8,1 %). Le nearshoring (8,8 %) et la résiliation des relations avec les fournisseurs actuels (11,8 %) jouent un rôle plutôt secondaire. Il convient également de noter que l'augmentation des exigences en matière de reporting envers les fournisseurs (11,8 %) est mentionnée moins souvent que l'année précédente (17,4 %). Cela peut s'expliquer par le report par l'UE de l'introduction des exigences de reporting de la Corporate Sustainability Due Diligence Directive (CSDDD). De nombreuses entreprises suisses auraient été concernées par ces exigences en raison de leurs exportations vers l'UE.

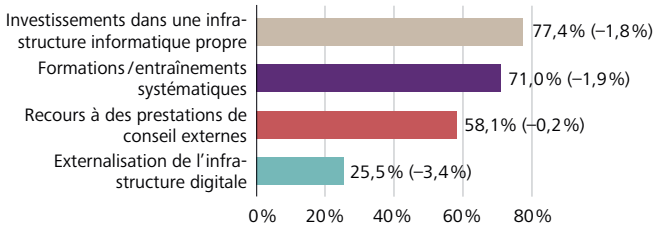
Illustration 9: Contre-mesures aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement



N = 34 entreprises (soit 10,6 % des entreprises participantes) | n = 87 réponses

Seuls 9,7 % des entreprises citent les cybermenaces comme un obstacle cette année, soit nettement moins que l'an dernier (23,8 %). Ce résultat est surprenant compte tenu des cas internationaux très médiatisés (par exemple Jaguar Land Rover) et des activités de plus en plus manifestes menées par des acteurs étatiques étrangers à l'encontre des entreprises. Les principales contre-mesures sont les investissements dans l'infrastructure informatique interne (77,4 %) et la formation systématique des collaborateurs (71,0 %). Par ailleurs, 58,1 % ont recours à des prestations de conseil externes, tandis que l'externalisation de l'infrastructure digitale (25,8 %) joue un rôle plutôt secondaire.

Illustration 10: Contre-mesures aux cybermenaces



N = 31 entreprises (soit 9,7 % des entreprises participantes) | n = 72 réponses

Les déclarations des entreprises concernant leurs défis correspondent également aux attentes exprimées à l'égard des responsables politiques (cf. chapitre 3.3 de la présente étude). Les entreprises veulent réagir elles-mêmes et ne comptent pas sur l'aide de l'Etat. Au contraire: elles considèrent plutôt l'intervention de l'Etat comme un obstacle et souhaitent la limiter autant que possible. Les contre-mesures choisies visent à augmenter l'efficacité, par exemple en utilisant des instruments digitaux pour maîtriser la réglementation ou en créant des conditions de travail attractives pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les entreprises restent donc orientées sur les opportunités, les chocs externes les incitent à rester optimistes, mais avec plus de prudence.

2.1.3 Opportunités et risques

Dans une autre question, nous avons sondé les entreprises sur la manière dont elles perçoivent les thèmes d'actualité: y voient-elles plutôt des opportunités ou des risques? Les réponses sont très diverses, mais des tendances claires se dégagent par endroits.

L'attitude des entreprises vis-à-vis de l'intelligence artificielle (IA) est remarquable: la perception de l'IA comme une opportunité est particulièrement élevée. 41,3 % des entreprises considèrent l'IA comme une grande opportunité, 20,6 % même comme une très grande opportunité. Par rapport au sondage de l'année précédente, la perception positive de l'IA s'est donc encore renforcée. En revanche, les risques sont majoritairement considérés comme très faibles (12,7 %) ou faibles (40,8 %). L'évaluation de l'IA comme un risque élevé reste l'exception – seuls 1,3 % considèrent qu'il s'agit d'un risque élevé (contre 1,9 % l'année précédente). Dans l'ensemble, une tendance claire se dégage: les entreprises voient de grandes opportunités dans l'IA, tandis que l'évaluation en tant que risque diminue. Il est intéressant de noter que les évaluations se déplacent davantage vers les échelons d'opportunités supérieurs, ce qui indique que l'IA n'est plus seulement perçue comme un thème à plus long terme, mais comme un levier concret de compétitivité aujourd'hui.

En ce qui concerne le niveau d'intervention de l'Etat, la situation est contrastée: plus de la moitié des entreprises évaluent les risques comme élevés (34,5 %) à très élevés (20,6 %), tandis que les opportunités sont majoritairement perçues comme faibles (24,2 %) à très faibles (30,1 %). Cette évaluation indique un scepticisme croissant à l'égard des interventions réglementaires. Dans ce contexte, les entreprises lancent également un avertissement clair à l'intention des responsables politiques: de nouvelles interventions de l'Etat ne devraient se faire que de manière ponctuelle, dans des situations spécifiques.

Dans l'ensemble, les entreprises sont peu critiques à l'égard des subventions publiques, mais elles ne considèrent pas les opportunités comme particulièrement grandes. La majorité estime que les risques sont très faibles ou faibles (52,9 %) et que les opportunités sont également majoritairement faibles (44,9 %). Il est toutefois frappant de constater que les évaluations moyennes augmentent pour ces deux aspects. Cela indique que les subventions ne sont pas considérées comme un moteur stratégique, mais qu'elles sont perçues comme utiles dans certains cas. Là aussi, les pouvoirs publics devraient intervenir de manière ciblée avec des mesures ponctuelles. La majorité des entreprises ne souhaite pas de hausse des subventions générale. Le risque d'effet d'aubaine pour les entreprises subventionnées est réel. Les accords de libre-échange restent peu risqués pour la majorité (27,5 % très peu, 35,0 % peu), mais les opportunités sont évaluées de manière différenciée: 20,8 % y voient une grande opportunité, 13,2 % une très grande opportunité, tandis qu'un tiers les juge faibles. L'évaluation des risques est un peu moins détendue que lors du sondage de l'année précédente, ce qui indique une attitude plus prudente. Dans l'ensemble cette année, les accords de libre-échange sont davantage perçus comme une opportunité. Cela concorde avec les résultats de l'axe thématique, dans lequel les entreprises attribuent à l'Etat la mission claire de renforcer les accords de libre-échange et de stabiliser les relations avec l'UE.

Les aspects de durabilité (ESG) sont toujours perçus comme une opportunité, mais avec moins d'enthousiasme que l'an dernier. Alors que 22,0 % des personnes interrogées estiment que les opportunités sont grandes et 8,9 % très grandes, ces chiffres étaient encore respectivement de 26,6 % et 15,4 % lors du sondage de l'année précédente. Les critères ESG ne sont donc pas considérés comme une opportunité. Parallèlement, la perception du risque s'accroît: 35,3 % considèrent que les critères ESG présentent un risque de niveau 4 à 6, contre 26,6 % lors du sondage de l'année précédente. Dans l'ensemble, la durabilité est donc toujours considérée comme une opportunité, mais de manière nettement moins euphorique que lors du sondage de l'année précédente. Parallèlement, l'exposition au risque perçue augmente sensiblement. La durabilité reste au centre des préoccupations de nombreuses entreprises, mais l'association positive de ce thème dans la perception entrepreneuriale a nettement diminué. Cela pourrait être lié aux discussions sur la lourde charge bureaucratique que représente pour les entreprises le reporting ESG selon les réglementations de l'UE, qui affecterait les entreprises suisses, du moins indirectement. Entretemps, les discussions ont également amené l'UE à céder et à réduire considérablement la bureaucratie.

En ce qui concerne le thème du «New Work», qui englobe notamment le travail agile, le télétravail et les hiérarchies plates, près de la moitié des entreprises (47,9 %) n'y voient que des risques faibles, tandis que 12,5 % perçoivent des risques élevés. Du côté des opportunités, l'optimisme prévaut: 23,6 % considèrent le «New Work» comme une grande à très grande opportunité, et 24,8 % comme une opportunité plutôt grande. Le tableau est donc similaire à celui constaté lors du sondage de l'année précédente. Le thème reste d'actualité, en particulier dans le contexte de concurrence pour le recrutement de personnel qualifié et de la conception de modèles de travail modernes.

Dans l'ensemble, malgré une situation mondiale plus difficile, les entreprises restent optimistes et recherchent des opportunités, même dans des domaines difficiles comme le commerce international. En agissant de manière ciblée, les entreprises suisses peuvent ainsi s'adapter au nouveau contexte et continuer à prospérer malgré les défis à relever.

Illustration 11: Opportunités et risques

	Risque						Opportunité					
	faible					élevé	faible					élevé
	1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Intelligence artificielle	1,3 % (–0,6 %)	6,2 % (–1,7 %)	14,7 % (–2,1%)	24,2 % (–3,4 %)	40,8 % (+9,0 %)	12,7 % (+0,6 %)	1,3 % (–0,1%)	5,1% (–1,9 %)	10,5 % (+1,2 %)	21,3 % (–5,3 %)	41,3 % (+5,8 %)	20,6 % (+1,9 %)
Niveau d'intervention de l'Etat*	20,6 %	34,5 %	16,5 %	10,8 %	12,7 %	5,1 %	24,2 %	30,1 %	20,9 %	14,6 %	7,6 %	2,6 %
Accords de libre-échange	2,6 % (+0,7 %)	5,8 % (–2,1%)	11,3 % (+4,3 %)	17,8 % (+4,2 %)	35,0 % (+6,0 %)	27,5 % (–8,0 %)	17,8 % (–7,4 %)	15,8 % (–4,8 %)	16,2 % (+4,1%)	16,2 % (+4,5 %)	20,8 % (+7,2 %)	13,2 % (+1,5 %)
Évolution actuelle du commerce international*	11,9 %	24,8 %	19,7 %	15,5 %	14,2 %	13,9 %	21,1%	29,7 %	21,1%	18,8 %	5,9 %	3,3 %
«New Work (par ex, travail agile, télétravail, hiérarchies horizontales)»	3,2 % (+1,8 %)	9,3 % (0,0 %)	16,3 % (–3,3 %)	23,3 % (+2,7 %)	31,6 % (–1,6 %)	16,3 % (+2,7 %)	8,0 % (+1,0 %)	24,5 % (+6,7 %)	19,1% (+0,9 %)	24,8 % (+0,5 %)	18,8 % (–1,3 %)	4,8 % (–5,5 %)
Aspects de durabilité (ESG)	4,2 % (+3,3 %)	11,9 % (+4,0 %)	19,2 % (+1,4 %)	23,1% (+3,0 %)	29,5 % (–7,4 %)	12,2 % (–2,8 %)	10,5 % (+6,3 %)	17,9 % (+7,6 %)	21,4 % (+6,4 %)	19,2 % (–7,4 %)	22,0 % (–4,6 %)	8,9 % (–6,5 %)
Subventions publiques	7,4 % (+1,8 %)	11,3 % (+1,5 %)	11,6 % (+1,8 %)	16,8 % (+2,3 %)	28,1% (+9,4 %)	24,8 % (–12,1%)	23,1% (–17,6 %)	21,8 % (+3,1%)	17,6 % (+7,3 %)	17,3 % (+2,3 %)	13,7 % (+8,1%)	6,5 % (+0,9 %)

N = 320 entreprises

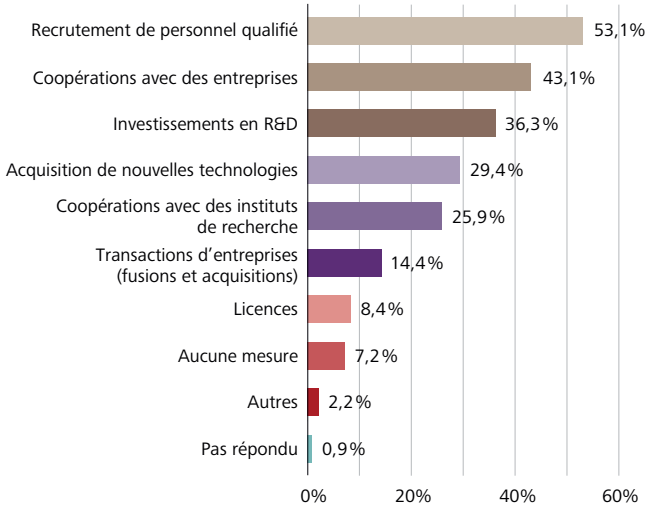
(comparaison en glissement annuel; * aucune comparaison avec l'exercice précédent n'est possible car les questions ont différé.)

2.1.4 Accès aux technologies et aux innovations

Sur leur site où les coûts de production sont élevés, les entreprises suisses dépendent souvent de la technologie pour se différencier. C'est pourquoi l'accès aux technologies est essentiel.

Pour s'assurer l'accès aux technologies et aux innovations disruptives, les entreprises misent sur différentes mesures. L'embauche de main-d'œuvre qualifiée est la mesure la plus souvent citée (53,1 %), même si ce chiffre a baissé par rapport au sondage de l'année précédente (–6,7 %). Les coopérations avec d'autres entreprises restent également une approche clé (43,1 %, –7,4 %). Les investissements dans les activités internes de recherche et développement (36,3 %, –4,0 %) restent également importants. L'accent est donc mis sur le renforcement des efforts propres des entreprises pour garantir leur accès aux technologies et à l'innovation. Les mesures externes telles que l'achat de nouvelles technologies (29,4 %, –3,8 %), les coopérations avec des instituts de recherche (25,9 %, –2,1 %) et l'octroi de licences (8,4 %, +2,3 %) n'arrivent qu'ensuite. Il en va de même pour les rachats d'entreprises (14,4 %), qui sont nettement moins mentionnées que l'année précédente (–6,2 %). Le nombre d'entreprises n'indiquant aucune mesure reste quasiment inchangé (7,2 %).

Illustration 12: Garantie de l'accès aux technologies et aux innovations disruptives



N = 320 entreprises | n = 704 réponses

Dans l'ensemble, on constate donc un renforcement des efforts consentis en matière d'innovation et de technologie. Les coopérations, les achats et autres instruments externes d'acquisition de technologies perdent nettement de leur importance par rapport au sondage mené l'année précédente. Les entreprises suisses mettent donc davantage l'accent sur leurs propres points forts.

2.1.5 Politique d'investissement des entreprises

Dans le cadre du sondage, les entreprises devaient répartir un budget d'investissement fictif maximal de CHF 100 entre huit domaines prédéfinis afin de présenter leurs priorités pour les trois prochaines années. Le montant investi ne devait en aucun cas dépasser le maximum indiqué. Les entreprises devaient partir du principe qu'il s'agissait de fonds supplémentaires devant être dépensés au cours de la prochaine période d'investissement. Lors du sondage de l'année précédente, la question avait été posée différemment (budget d'investissement régulier à dépenser sur les trois prochaines années). Les comparaisons avec le sondage de l'année précédente ne sont donc que partiellement significatives.

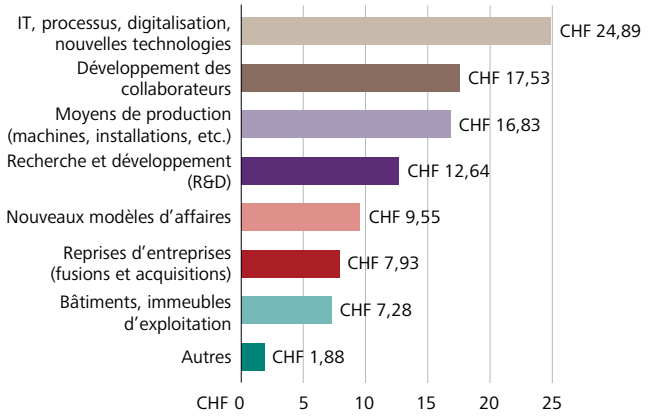
La plus grande partie du budget d'investissement a été consacrée au domaine de l'informatique, des processus, de la digitalisation et des nouvelles technologies, avec une moyenne de CHF 24.89, même si cette valeur est légèrement inférieure à celle enregistrée lors du sondage mené l'année précédente (–CHF 1.21). Le développement des collaborateurs arrive en deuxième position avec CHF 17.53 (+CHF 2.48), ce qui représente une nette augmentation. La part consacrée aux moyens de production a également augmenté de façon significative (CHF 16.83, +CHF 2.94). La recherche et le développement s'élèvent à CHF 12.64, soit une légère hausse par rapport au sondage de l'année précédente (+CHF 0.94). Les décalages par rapport au sondage de l'année précédente s'expliquent probablement par le changement de la problématique, étant donné que l'informatique a un besoin d'investissement continu qui ne peut pas être satisfait par des moyens supplémentaires.

Les nouveaux modèles d'affaires (CHF 9.55, –CHF 0.55 par rapport au sondage de l'année précédente) et les rachats d'entreprises (CHF 7.93, +CHF 0.33) restent dans la moyenne, tandis que les investissements dans les bâtiments et immeubles d'exploitation (CHF 7.28) reculent sensiblement (–CHF 3.09). Là encore, l'explication réside probablement dans le changement de problématique. Les bâtiments et les immeubles d'exploitation représentent un besoin qui n'est pas satisfait par des moyens supplémentaires. Il en va autrement pour les rachats d'entreprises.

Dans l'ensemble, il ressort clairement que l'accent est mis sur le développement du personnel et les capacités de production. La digitalisation représente également la part la plus importante de l'utilisation de ressources supplémentaires. Le poids de l'informatique, des processus et de la digitalisation se reflète dans le fait que ce secteur atteint non seulement la valeur moyenne la plus élevée, mais qu'il occupe également une place très importante pour la plupart des entreprises (médiane: CHF 20). Le développement des collaborateurs se distingue par sa grande uniformité: presque toutes les entreprises investissent dans ce domaine et les montants se situent souvent dans la fourchette haute (médiane: CHF 20). La recherche et le développement ainsi que les nouveaux modèles d'affaires présentent en revanche une large dispersion – de nombreuses entreprises n'investissent que de petites sommes, tandis que les investissements importants restent l'exception (médiane: CHF 5).

Outre le renforcement des forces internes (digitalisation et développement des collaborateurs), les entreprises misent sur des investissements expansifs, notamment dans les installations de production. Cette tendance est nette et relativise la perception accrue de l'incertitude liée aux événements commerciaux et géopolitiques.

Illustration 13: Budget d'investissement moyen de CHF 100 pour les trois prochaines années

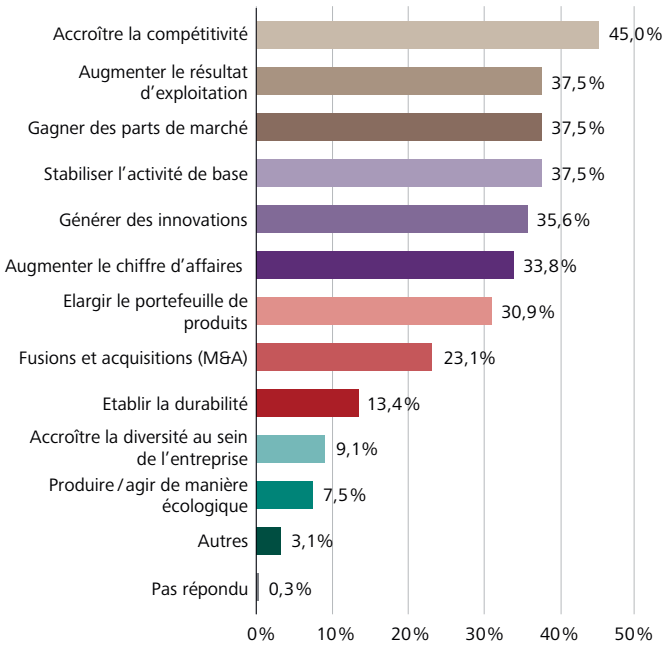


N = 320 entreprises

2.1.6 Besoins et formes de financement

Les domaines d'investissement mentionnés dans la section précédente génèrent des besoins de financement correspondants. Pour 2026, l'accent sera clairement mis sur le renforcement de la compétitivité: 45,0 % des entreprises citent ce point comme principale raison de financement, ce qui représente une nette augmentation par rapport au sondage de l'année précédente (+9,5 %). Le besoin de financement pour augmenter le résultat d'exploitation (37,5 %, +10,9 %) et gagner des parts de marché (37,5 %, +9,0 %) a également fortement augmenté. Ces trois objectifs sont désormais presque au même niveau et illustrent l'importance accordée à la croissance et l'efficacité, notamment par le renforcement des ressources internes. La stabilisation de l'activité de base reste une préoccupation majeure (37,7 %), tout comme l'augmentation du chiffre d'affaires qui joue également un rôle important (33,8 %). Le financement de l'innovation gagne en importance (35,6 %, +5,7 %). Les besoins de financement pour élargir le portefeuille de produits vont dans le même sens et restent pratiquement inchangés (30,9 %). Le recul est frappant en ce qui concerne les fusions et acquisitions: seuls 23,1 % prévoient encore des financements (–7,7 %), ce qui indique une attitude plus prudente vis-à-vis des rachats. Cela pourrait être lié à la perception plus incertaine de la situation économique. Les rachats d'entreprises ont un impact important sur l'activité et ne sont donc souvent réalisées qu'en période de stabilité. Les financements pour le développement durable perdent du terrain (13,4 %, –4,8 %), ce qui correspond à une perception plus faible de la durabilité comme une opportunité. Il en va de même pour les financements destinés aux processus de production écologiques (7,5 %, –1,8 %). 9,1 % (+4,9 %) des entreprises mentionnent un besoin de financement pour accroître la diversité au sein de l'entreprise. Par ailleurs, les investissements dans les bâtiments et les surfaces de montage sont cités à plusieurs reprises comme objectifs de financement, de même que la digitalisation et la modernisation des processus.

Illustration 14: Besoin de financement des projets d'entreprise



N = 320 entreprises | n = 1'004 réponses

2.2 Axe thématique

2.2.1 Naviguer en temps incertains

Le Rapport sur les opportunités est présenté en deux parties: des questions récurrentes permettent d'établir des comparaisons intertemporelles. La première partie aborde un thème d'actualité. La seconde partie du rapport de cette année met l'accent sur les incertitudes externes liées aux multiples crises qui ont marqué l'année 2025 et qui, selon toute probabilité, se poursuivront en 2026. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine s'est poursuivie en 2025, tout comme le conflit dans la bande de Gaza. Avec l'investiture de Donald Trump pour son second mandat en janvier 2025, la politique économique des Etats-Unis est devenue imprévisible. L'impact sur la Suisse s'est clairement fait sentir lors de la fête nationale suisse. Trump avait alors annoncé des droits de douane additionnels de 39 % sur les importations en provenance de Suisse afin de combler le déficit dans le commerce bilatéral entre les Etats-Unis et la Suisse. Par ailleurs, l'industrie pharmaceutique, particulièrement importante pour l'économie suisse, sera soumise à un droit de douane spécial de 100 %. Ce dernier a été introduit le 1er octobre 2025, mais a été suspendu par le gouvernement américain afin de mener des négociations directes avec les entreprises pharmaceutiques pour convenir de baisses de prix. L'incertitude massive à laquelle sont confrontées les entreprises suisses se reflète notamment dans les réglementations en constante évolution. Les conséquences particulières pour la Suisse résultent du fait que le droit de douane sur les importations suisses est nettement plus élevé que celui appliqué sur les importations américaines en provenance d'autres pays (par exemple l'UE avec 15 %). Les conflits déclenchés par la politique douanière de l'administration américaine ont eu de multiples effets. Ainsi, les entreprises chinoises recherchent d'autres débouchés pour leurs produits, car les ventes aux Etats-Unis sont plus difficiles. Des conflits avec d'autres grandes puissances économiques sont à craindre, notamment avec l'Inde et la Chine. Les restrictions spéciales en matière d'exportation de terres rares en provenance de Chine, en vigueur depuis octobre dernier, montre clairement qu'il s'agit d'un conflit commercial multipolaire. Le régime de sanctions à l'encontre de la Russie et de ses alliés en Ukraine est également source d'incertitudes. Ces multiples conflits et crises constituent un défi pour toutes les entreprises. Le présent Rapport sur les opportunités a pour objectif de déterminer dans quelle mesure les incertitudes engendrées par les crises affectent les entreprises suisses et quels sont les défis et les opportunités que celles-ci perçoivent dans ce contexte.

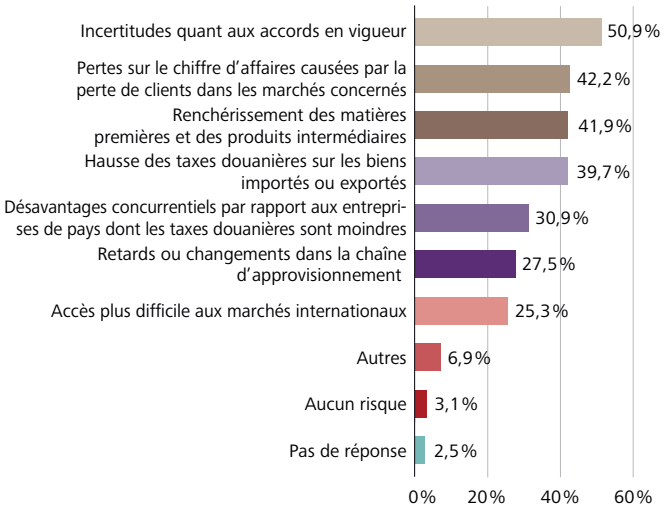
> **«L'incertitude qui découle des conflits commerciaux est perçue comme l'un des plus grands défis.»**

2.2.2 Le conflit commercial, facteur d'opportunités et de risques

L'incertitude est perçue comme un défi par les entreprises interrogées. 57,2 % ont cité l'incertitude quant à la croissance économique comme un défi. Par ailleurs, 34,4 % des entreprises ayant répondu au sondage perçoivent les incertitudes géopolitiques comme un défi pour leur entreprise. Sans surprise, l'évolution du commerce international est davantage perçue comme étant un risque et c'est la minorité qui la considère à titre d'opportunité. Ainsi, sur une échelle de 1 à 6 (1 risque faible, 6 risque très élevé), une nette majorité a indiqué un risque élevé lié à l'évolution actuelle du commerce international (évaluant le risque à 4 ou plus). A l'inverse, seul un peu plus d'un quart des entreprises interrogées ont estimé qu'il s'agissait d'une opportunité. Il n'est donc pas surprenant que seulement 3,3 % des entreprises considèrent cette évolution comme une très bonne opportunité dans la situation que connait actuellement le commerce international, même si cette faible valeur est surprenante au vu des mesures imposées.

Les entreprises qui ont considéré les conflits commerciaux internationaux plutôt comme une menace ont été invitées à spécifier les risques. 50,9 % des personnes interrogées ont déclaré que l'incertitude quant aux règles applicables à un moment donné constituait un défi. Cela indique clairement que les fréquents va-et-vient entre l'imposition et la suspension des droits de douane ont fortement déstabilisé les entreprises et que ces changements permanents leur ont causé de graves problèmes opérationnels. Ce constat correspond aux conclusions tirées du baromètre PME NZZ du printemps dernier, c'est-à-dire avant même l'annonce des mesures douanières concrètes contre les importations américaines en provenance de Suisse.[1] En second lieu arrivait la perte de clients et donc de chiffre d'affaires sur les marchés affectés, en particulier aux Etats-Unis. 42,2 % considèrent cette affectation directe par les droits de douane comme un défi. 41,9 % des entreprises jugent problématique le fait d'être indirectement touchées par le renchérissement des matières premières et des produits intermédiaires. Un autre risque indirect est perçu par 30,9 % des entreprises: elles perçoivent des inconvénients pour les entreprises suisses par rapport aux entreprises d'autres pays, où les droits de douane supplémentaires sont moins élevés. 27,5 % considèrent les retards ou les changements dans la chaîne d'approvisionnement comme un risque. Cela signifie qu'un peu plus d'un quart des entreprises envisagent de changer de sous-traitants en raison de la situation douanière. 25,3 % des entreprises interrogées considèrent les nouvelles exigences réglementaires comme un obstacle à l'accès aux marchés internationaux.

Illustration 15: Risques liés au conflit commercial

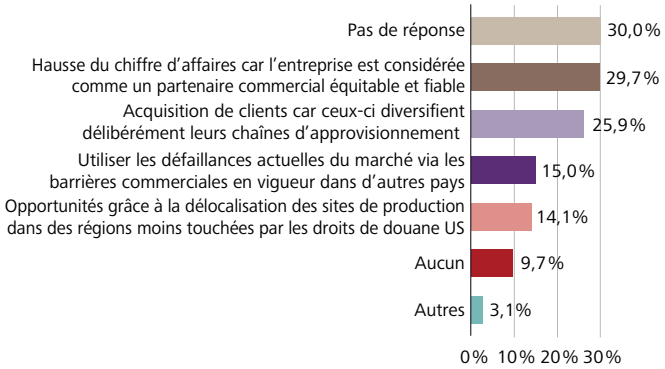


N = 320 entreprises | n = 859 réponses

Les crises incitent à s'interroger sur le statu quo. Elles offrent donc aussi des opportunités en remettant en question les structures en place. Il est par conséquent logique qu'un bon quart des entreprises interrogées considèrent l'évolution actuelle du commerce international comme une opportunité. Ces entreprises ont également été invitées à spécifier ces opportunités.

La plupart des entreprises qui ont répondu au sondage voient une opportunité dans le fait d'être considérées comme des partenaires commerciaux équitables et fiables (29,7 %). Il s'agit là d'une occasion d'augmenter leur chiffre d'affaires lorsque les clients veulent s'affranchir des pratiques commerciales incertaines et perçues comme agressives. L'affirmation selon laquelle les clients diversifient délibérément leurs chaînes d'approvisionnement à l'international, citée par 25,9 % de toutes les entreprises, va dans le même sens. Cela réduira la dépendance vis-à-vis des différents pays et de leur politique commerciale. Les barrières commerciales imposées par d'autres pays empêchent la poursuite de relations d'approvisionnement de longue date. Ce phénomène offre aux entreprises suisses des opportunités de combler les lacunes qui se présentent. 15,0 % des entreprises y voient des opportunités. 14,1 % des entreprises envisagent de délocaliser leurs sites de production et leurs succursales dans des régions moins touchées par les droits de douane. Cependant, près d'un tiers des entreprises interrogées (30,0 %) n'ont pas donné de réponse à la question sur les opportunités découlant des conflits commerciaux. En fait, 9,7 % des entreprises interrogées n'y voient explicitement aucune opportunité. Cela montre que le conflit commercial est un risque réel. Toutefois, des opportunités apparaissent dans des niches et les entreprises suisses s'y intéressent de manière ciblée, pour autant que celles-ci s'offrent à elles.

Illustration 16: Opportunités offertes par le conflit commercial



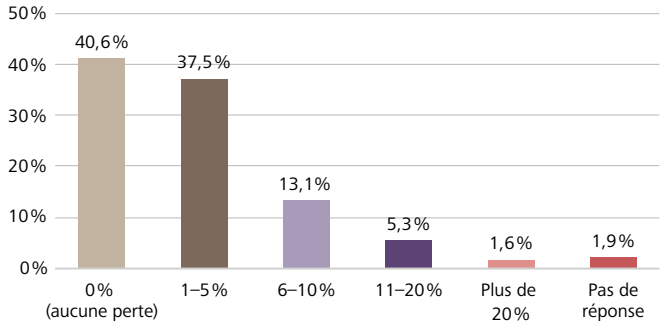
N = 320 entreprises | n = 312 réponses

[1] Cf. Fischer, P.A.: Schweizer Unternehmen sind verunsichert [Les entreprises suisses sont inquiètes], NZZ du 4 juin 2025, p. 21.

2.2.3 L'impact concret du régime douanier

La question des opportunités et des risques liés aux conflits commerciaux internationaux visait à évaluer l'évolution à venir (chapitre 3.2.2) et couvrait donc plutôt une période plus longue. Une autre question portait sur l'impact concret qu'à actuellement le nouvel environnement douanier. La question posée ici était de savoir à combien on estimait les pertes de chiffre d'affaires dues aux nouveaux droits de douane américains. 40,6 % des entreprises ne s'attendent à aucune perte, ce qui correspond à peu près à la proportion d'entreprises ayant déclaré ne pas exporter (45,0 %). Si l'on compare les questions d'opportunités et de risques dans le commerce international aux parts des exportations dans le chiffre d'affaires total, on constate, comme on pouvait s'y attendre, qu'un plus grand nombre d'entreprises ayant une part élevée d'exportations considèrent que les évolutions actuelles présentent un risque élevé. Mais cela vaut également pour les entreprises qui voient une grande opportunité dans les conflits commerciaux internationaux. Là encore, les entreprises exportatrices sont plus représentées. 37,5 % des entreprises annoncent une baisse de leur chiffre d'affaires comprise entre 1 et 5 % et sont donc relativement peu affectées. 13,1 % des entreprises s'attendent à une baisse de 6 à 10 % du chiffre d'affaires en raison des droits de douane américains, tandis que 5,3 % s'attendent à des baisses plus importantes de 11 à 20 %. Seules 5 entreprises (soit 1,6 % des participants au sondage) prévoient une baisse d'un cinquième, voire plus, de leur chiffre d'affaires. Il s'avère que la majorité des entreprises ne sont pas ou peu touchées. Un petit groupe d'entreprises est fortement ou très fortement touché.

Illustration 17: Pertes de chiffre d'affaires attendues en raison du régime douanier



N = 320 entreprises

Ces constatations ne permettent toutefois pas d'évaluer dans quelle mesure l'économie suisse est affectée. Afin de déterminer les répercussions économiques, il convient d'analyser la taille des entreprises fortement touchées.La catégorie de chiffre d'affaires la plus importante (chiffre d'affaires supérieur à CHF 1 mia) compte 19 entreprises participantes. Parmi celles-ci, une société a indiqué qu'elle ne s'attendait à aucune perte, 10 ont déclaré s'attendre à de faibles pertes de leur chiffre d'affaires, jusqu'à 5 % au maximum, et 5 sociétés ont déclaré réaliser entre 5 et 10 % de ventes en moins en raison des droits de douane. 3 autres entreprises prévoient des pertes entre 10 et 20 %. Il apparaît donc que les pertes de chiffre d'affaires attendues du fait des droits de douane ne sont pas aussi importantes que l'écho suscité par l'opinion publique pourrait l'indiquer. Ce résultat correspond à d'autres estimations, par exemple celles du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPF de Zurich, qui table sur un recul du PIB de 0,3 à 0,6 % en raison des droits de douane, mais ne prévoit pas de récession.[2] De nombreuses prises de position de grandes entreprises suisses concernant leur implication montrent également que la plupart d'entre elles ne sont que peu affectées. Ainsi, Sika, Lindt & Sprüngli, Nestlé ou Sandoz, entre autres, ont déclaré qu'elles ne s'attendaient qu'à des répercussions mineures des droits de douane sur leurs activités en raison des sites de production déjà situés pour la plupart aux Etats-Unis.[3] En termes de gestion d'entreprise, les conséquences peuvent toutefois être graves, en particulier pour les petites entreprises. Celles qui s'attendent à un recul de leur chiffre d'affaires de plus de 10 % sont plus reconnaissables dans les petites catégories de taille (en termes de chiffre d'affaires). Dans de tels cas, les conséquences sur la rentabilité et les chances de survie de l'entreprise sont nettement plus graves que dans le cas des grandes entreprises, qui sont généralement mieux à même de surmonter des pertes temporaires.

2.2.4 Le conflit commercial, une opportunité: mesures visant à améliorer les opportunités de marché

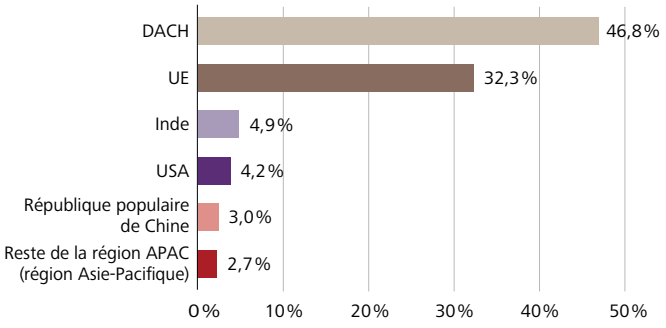
Un moyen de compenser les pertes de chiffre d'affaires attendues consiste à investir dans d'autres marchés étrangers, même inexplorés jusqu'à présent. C'est pourquoi nous avons demandé aux entreprises dans quels marchés étrangers elles devaient investir de manière ciblée en réponse aux conflits commerciaux. Les entreprises répondantes ont été invitées à classer par ordre de priorité les trois principaux marchés à cibler. 57 entreprises participantes n'ont pas sélectionné de marché, c'est-à-dire qu'elles n'investiront pas à l'international.

[2] Cf. KOF: Auswirkungen der Zölle auf die Schweizer Wirtschaft – eine Kurzeinschätzung (Impact des droits de douane sur l'économie suisse – une brève évaluation), Auswirkungen der Zölle auf die Schweizer Wirtschaft – eine Kurzeinschätzung – KOF Institut | ETH Zürich (consulté le 08.10.2025).

[3] Cf. ci-dessus: Das sind die ersten Reaktionen von Schweizer Unternehmen auf Trumps Zollhammer (Voici les premières réactions d'entreprises suisses au coup de massue douanier de Trump), dans le magazine «Finanz und Wirtschaft» paru le 4.8.2025
Das sind die ersten Reaktionen von Schweizer Unternehmen auf Trumps Zollhammer | Finanz und Wirtschaft (consulté le 10.10.2025).

L'analyse des autres entreprises qui ont répondu aux questions donne une image claire de la situation actuelle. Les entreprises suisses s'orientent fortement sur les pays voisins. La région DACH est considérée comme le marché le plus important avec 46,8 % d'entre elles. Vient ensuite l'Union européenne au sens large, considérée comme le marché le plus important par 32,3 % des entreprises. Au total, près de quatre cinquièmes des entreprises participantes donnent ainsi la priorité aux échanges avec les pays de l'UE. Moins de 5 % de l'ensemble des entreprises interrogées accordent la priorité la plus élevée à tous les autres marchés internationaux. Viennent ensuite l'Inde (4,9 %), les Etats-Unis (4,2 %), la République populaire de Chine (3,0 %) et le reste de la région APAC (Asie-Pacifique sans l'Inde, la Chine et le Japon) avec 2,7 %. La majorité des entreprises concentrent leurs activités au niveau régional et privilégient nettement les pays de l'UE comme partenaires commerciaux. Les autres régions plus éloignées ne retiennent l'attention que de peu d'entreprises. Il est intéressant de noter que, parmi les régions du monde les plus éloignées, l'Inde occupe une position de force. Il est également surprenant de constater que les Etats-Unis arrivent en 3e position des marchés étrangers hautement prioritaires, malgré les droits de douane fixés. Cela pourrait toutefois masquer des délocalisations de production vers les Etats-Unis dans le but de les contourner.

Illustration 18: Principaux marchés pour des relations commerciales nouvelles ou plus importantes (priorité 1)



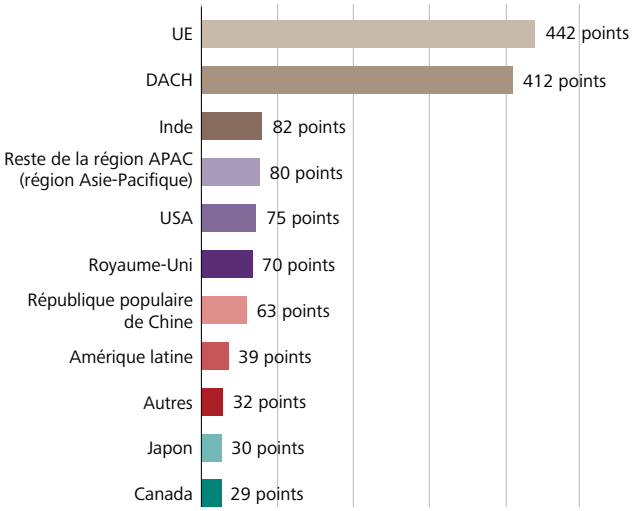
N = 320 entreprises

La question des marchés a été élargie, car les entreprises interrogées ont pu classer les trois marchés les plus importants par ordre de priorité. Dans l'analyse, les priorités ont été pondérées par des points. Si une entreprise a placé un marché au premier rang, trois points ont été attribués, deux points pour le deuxième rang et un point pour le troisième rang. La situation change dans cette analyse, même si les messages clés restent inchangés.

L'UE occupe la première place (442 points), suivie de la région DACH (412 points). Pour de nombreuses entreprises, l'UE dans son ensemble est le deuxième marché le plus important après la région DACH, ce qui entraîne un changement de position dans la présente analyse. Mais là aussi, l'orientation prédominante est vers les pays voisins. Au total, les entreprises ayant répondu au sondage ont attribué 1'354 points, dont 854 (soit près des deux tiers) à l'UE et à la région DACH comme principaux marchés.

L'Inde et la région APAC suivent de loin. Ces deux régions sont des marchés qui ne font pas partie des grands blocs commerciaux du monde. Leur bon placement peut donc être considéré comme un signe que les entreprises suisses veulent se libérer des aléas de la politique mondiale. Viennent ensuite les Etats-Unis et le Royaume-Uni. La pertinence accordée à la Grande-Bretagne est ici nettement moindre que dans des études similaires[4] sur les PME. De même, la Chine, souvent citée comme gagnante dans les conflits commerciaux, ne retient que très peu l'attention des entreprises interrogées: elle ne se trouve qu'en 7e position des marchés les plus importants.

Illustration 19: Classement pondéré des trois principaux marchés pour les relations commerciales nouvelles ou plus importantes



N = 320 entreprises

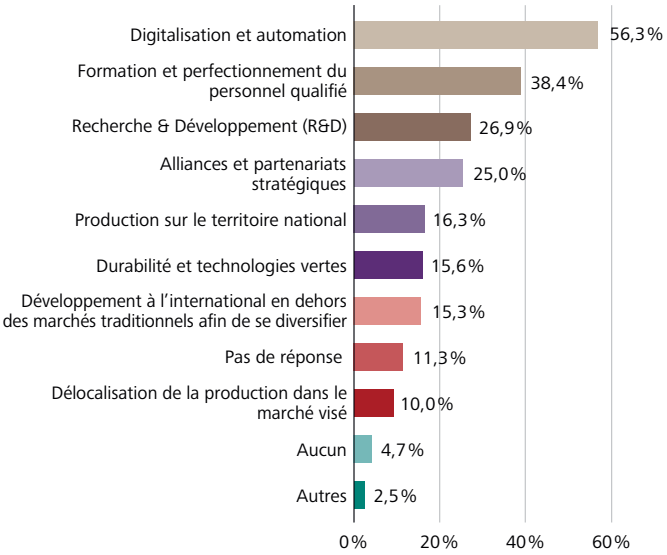
Par ailleurs, les entreprises concernées ont la possibilité de réaliser des investissements concrets qui les aideront à améliorer leur position actuelle sur le marché malgré l'escalade des conflits commerciaux. La plupart des entreprises misent sur la digitalisation et l'automatisation (56,3 % de toutes les entreprises ayant répondu au sondage). On peut supposer

[4] Cf. «Raiffeisen Wirtschaftspuls: US-Zollpolitik stellt Export auf den Kopf» [Tendances économiques Raiffeisen: la politique douanière américaine bouleverse les exportations], 2025, p. 11.

que ces mesures impliquent des rationalisations et donc, en fin de compte, des économies de coûts. Un autre domaine d'investissement est la formation et le perfectionnement du personnel qualifié (38,4 % de toutes les entreprises). Cela indique que la qualification particulière des effectifs est importante pour relever les défis. Cela concorde avec les résultats de l'axe thématique du Rapport sur les opportunités 2025, qui identifiait également la formation et la formation continue de la main d'œuvre qualifiée comme un élément clé pour relever les nombreux défis auxquels les entreprises sont confrontées. Un peu plus d'un quart des entreprises ayant répondu au sondage ont pour stratégie de développer la recherche et le développement de manière ciblée. Si une entreprise est leader en matière de qualité relativement à ses produits ou ses services, elle est plus résiliente face aux obstacles externes tels que les droits de douane ou d'autres restrictions commerciales. Pour 25,0 % des entreprises, les partenariats et alliances stratégiques sont un investissement permettant de développer de manière ciblée leurs positions sur le marché. La durabilité et les technologies vertes constituent également un moyen de se démarquer de la concurrence. C'est la voie privilégiée par 15,6 % des entreprises.

16,3 % misent sur une augmentation de la production sur le territoire national. 15,3 % se tournent vers d'autres marchés qui ne sont pas concernés par le conflit commercial. Elles contournent ainsi la politique commerciale américaine, dont les objectifs déclarés sont d'augmenter les recettes publiques grâce aux droits de douane tout en stimulant l'économie nationale. La délocalisation de la production dans le pays appliquant les droits est mentionnée par 10,0 % des entreprises ayant répondu au sondage. Cela irait dans le sens de la politique douanière américaine, car un changement de lieu de production créerait des emplois aux Etats-Unis. Dans l'ensemble, de telles mesures, qui sont expressément prévues par la politique douanière américaine, n'ont qu'une importance secondaire pour les entreprises suisses.

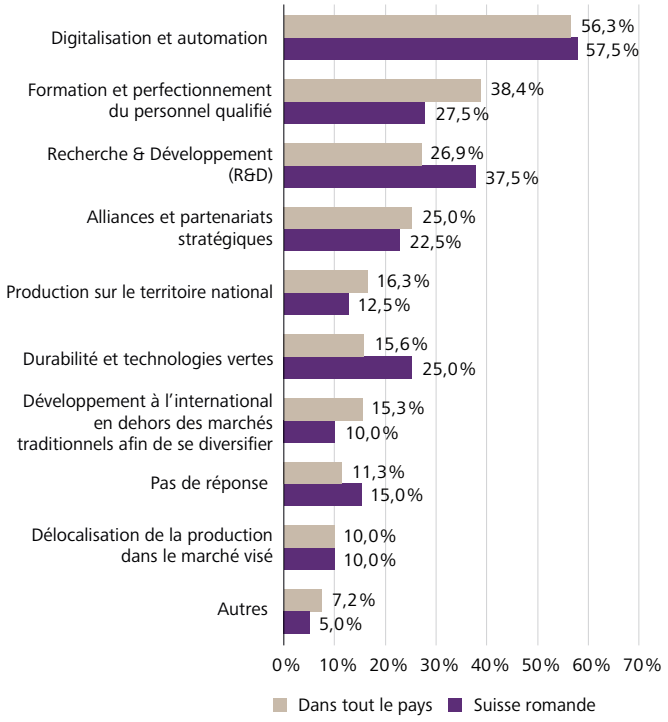
Illustration 20: Investir pour maintenir la compétitivité dans le contexte des conflits commerciaux



N = 320 entreprises | n = 675 réponses

Pour la première fois également, la Suisse romande a fait l'objet d'une analyse distincte. Il s'avère que la recherche et le développement (37,5 % contre 26,9 %) ainsi que la durabilité et les technologies vertes (25,0 % contre 15,6 %) occupent une place nettement plus importante dans les investissements destinés à garantir la compétitivité en Suisse romande. En revanche, la formation et le perfectionnement du personnel qualifié (27,5 % contre 38,4 %) ont une pondération moindre. Dans l'ensemble, les entreprises de Suisse romande misent donc davantage sur l'innovation et le développement technologique que sur le développement des compétences pour assurer durablement leur position sur le marché.

Illustration 21: Investir pour maintenir la compétitivité dans le contexte des conflits commerciaux par rapport à la Suisse romande



N = 40 entreprises | n = 83 réponses

2.2.5 Attentes envers les responsables politiques dans le conflit commercial

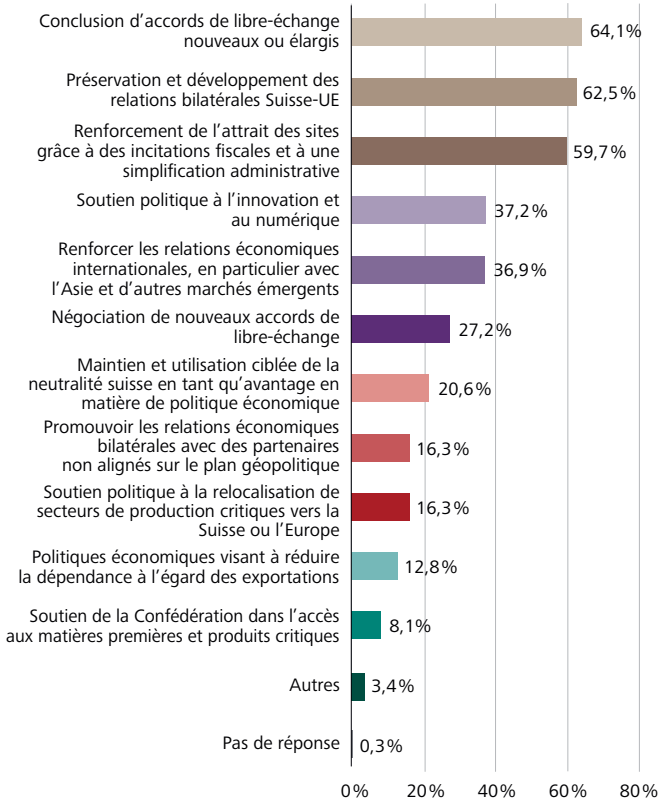
Les relations commerciales internationales et les droits de douane sont négociés entre les gouvernements. Les entreprises doivent gérer les résultats des négociations gouvernementales. A cet égard, il a été demandé aux entreprises ce qu'elles souhaitaient en matière de politique commerciale. Parmi les réponses proposées, trois en particulier ont été jugées importantes: près des deux tiers des réponses concernent la conclusion de nouveaux accords de libre-échange ou l'extension des accords en place, ainsi que le maintien et le développement des relations bilatérales avec l'UE. Cela concorde avec l'accent mis par les entreprises suisses sur les pays voisins, et plus particulièrement sur la région DACH et l'UE, comme le montrent les réponses précédentes. Pour s'assurer des conditions commerciales favorables, il semble important pour les entreprises que la sphère politique s'y engage en priorité. Par ailleurs, avec près de 60 % des réponses, les entreprises réclament un allégement de la bureaucratie et de la charge fiscale. Cette demande peut être interprétée comme une compensation aux conditions externes de plus en plus difficiles.

36,9 % des entreprises qui ont répondu au sondage veulent tenir compte de régions plus éloignées et appellent au développement des relations économiques internationales avec l'Asie et d'autres régions émergentes. Des accords de libre-échange complètement nouveaux sont demandés par un peu plus d'un quart des entreprises. 16,3 % souhaitent que la politique commerciale internationale de la Suisse mette l'accent sur l'établissement de relations commerciales plus étroites avec d'autres partenaires commerciaux non alignés. L'affirmation selon laquelle la neutralité de la Suisse doit être préservée et utilisée sciemment comme un avantage dans la politique commerciale va dans le même sens (20,6 %). Seule une minorité d'entreprises réclament un rôle

Près des deux tiers des entreprises souhaitent que de nouveaux accords de libre-échange soient conclus et que les relations bilatérales avec l'UE soient préservées et développées.

actif de l'Etat dans l'économie pour trouver des compensations. Ainsi, 37,2 % déclarent souhaiter un soutien ciblé à l'innovation et à la digitalisation. Seuls 16,3 % attendent un soutien politique pour le rapatriement de secteurs de production critiques en Suisse (ou en Europe). L'enthousiasme pour les stratégies de politique économique visant à réduire la dépendance de l'économie suisse vis-à-vis des exportations est tout aussi faible. 12,8 % de toutes les personnes interrogées ont indiqué qu'il s'agissait d'une attente envers les responsables politiques. L'accès aux matières premières critiques (par exemple les terres rares) n'est également considéré que par une minorité comme étant une tâche de l'Etat: seules 8,1 % des entreprises souhaitent une aide de l'Etat pour accéder à ces matières premières critiques. Mais cela peut aussi s'expliquer par le fait que peu d'entreprises ont directement besoin de ces matières premières critiques pour leurs productions. Par ailleurs, le sondage s'est achevé avant l'annonce par le gouvernement chinois de soumettre les terres rares à une réglementation spécifique.

Illustration 22: Attentes envers les responsables politiques dans le conflit commercial



N = 320 entreprises | n = 1'168 réponses

Pour résumer, les attentes sont clairement identifiables: les entreprises veulent des relations claires avec l'UE, qui est considérée comme un marché clé. Parallèlement, elles souhaitent de nouveaux accords de libre-échange, en se tournant vers d'autres régions du monde. La volonté affichée de conclure des accords de libre-échange, en particulier des relations stables avec l'UE, peut s'expliquer par l'incertitude qui s'est manifestée dans les relations avec les Etats-Unis. Par ailleurs, les entreprises souhaitent désormais une sécurité formelle dans les relations internationales. D'autre part, les entreprises souhaitent un allègement des charges administratives et fiscales afin de compenser l'incertitude des relations.

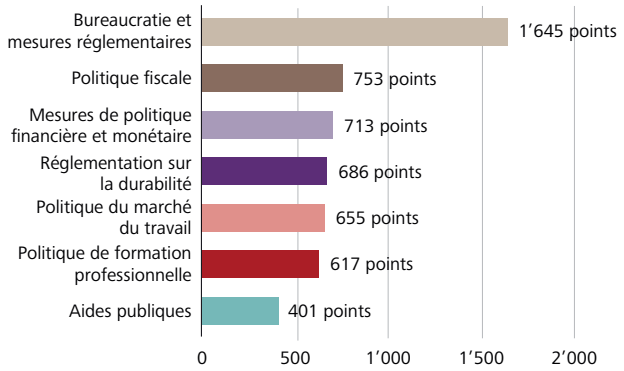
2.3 Attentes envers les responsables politiques

La bureaucratie et les mesures réglementaires sont les domaines politiques dans lesquels les entreprises interrogées attendent le plus de changements. Il a été demandé aux entreprises de classer par ordre de priorité les domaines politiques proposés du 1er au 7e rang. La question a été analysée en attribuant sept points à la première désignation, six points à la deuxième et ainsi de suite jusqu'à un point à la septième question.

Alors que la politique du marché de l'emploi occupait l'année dernière la deuxième place dans l'ordre pondéré, la politique fiscale occupe cette année la deuxième place parmi les attentes de changement de politique. La politique du marché de l'emploi perd nettement de son importance et n'arrive plus qu'à la 5e place parmi les souhaits de changement en 2026. Cela pourrait s'expliquer par une légère détente de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, due à une diminution des recrutements et même à des licenciements de la part de plusieurs entreprises, ce qui décrispe un peu le marché de l'emploi.

Outre les mesures de politique financière et monétaire, la réglementation en matière de durabilité gagne également en importance. Cela peut s'expliquer par les exigences accrues en matière de reporting non financier imposées aux entreprises, notamment sous l'impulsion de l'Union européenne. Comme l'année précédente, le soutien public aux entreprises est le domaine politique le moins prioritaire. Cela indique que le désir d'autonomie des entreprises et de décisions indépendantes l'emporte sur les possibilités de soutien public.

Illustration 23: Classement pondéré des domaines politiques pour lesquels des changements sont vivement attendus



N = 320 entreprises

La question suivante fournit des éclairages plus détaillés et permet de savoir si les entreprises attendent plus ou moins d'interventions de l'Etat dans les domaines politiques mentionnés. La situation est claire: dans les domaines politiques de la bureaucratie et des mesures réglementaires (70,9 %), de la politique fiscalité (41,3 %), de la réglementation en matière de durabilité (55,3 %) et de la politique du marché de l'emploi (45,9 %), le souhait de réduire l'influence politique est clairement prédominant. Les mesures de politique financière et monétaire sont relativement équilibrées. Les entreprises ont tendance à ne souhaiter aucun changement dans ce domaine. Le seul domaine politique dans lequel une plus grande intervention de la part des responsables politiques est attendue concerne la politique de formation professionnelle. 35,3 % ont dit souhaiter davantage d'intervention, 20,6 % moins d'intervention et 31,3 % pas de changement.

Par rapport à l'année dernière, l'analyse montre que la politique fiscale et les mesures de politique monétaire et financière tendent vers plus d'intervention (hausse de 7,4 % et 9,4 % respectivement), mais que l'on souhaite moins d'intervention en matière de réglementation concernant la durabilité et la politique du marché de l'emploi (hausse de 9,1 % et 6,2 % respectivement).

Les attentes adressées envers la sphère politique montrent clairement un éloignement de l'Etat. Dans l'ensemble, les entreprises souhaitent moins d'interventions de la part de l'Etat. Une exception notable est la politique en matière de formation professionnelle, qui est l'une des missions essentielles de l'Etat. A l'instar des réponses des entreprises concernant les risques et les opportunités (cf. 3.1 de cette étude), une attitude entrepreneuriale claire se dégage: les entreprises veulent maîtriser leur propre destin, sont ouvertes aux nouveaux développements technologiques et sociétaux et recherchent activement les opportunités qui en découlent. L'Etat ne doit intervenir que lorsque c'est absolument nécessaire. Dans des domaines clés tels que la politique de formation professionnelle, il est logique de vouloir davantage d'interventions, tandis que tous les autres domaines doivent être déréglementés.

Illustration 24: Attentes envers les responsables politiques

		Plus d'intervention	Moins d'intervention	Pas de changements	n.d.
Bureaucratie et mesures réglementaires	1'645 points	15,9 %	70,9 %	6,3 %	6,9 %
Politique fiscale	753 points	19,1 %	41,3 %	31,3 %	8,4 %
Mesures de politique financière et monétaire	713 points	22,5 %	27,2 %	38,8 %	11,6 %
Réglementation sur la durabilité	686 points	13,1 %	55,3 %	20,3 %	11,3 %
Politique du marché du travail	655 points	15,0 %	45,9 %	27,8 %	11,3 %
Politique de formation professionnelle	617 points	35,3 %	20,6 %	31,3 %	12,8 %
Aides publiques	401 points	22,2 %	29,1 %	36,6 %	12,2 %

N = 320 entreprises

2.4 Thèmes d'actualité 2026

La dernière question du Rapport sur les opportunités portait sur les thématiques qui feront l'actualité en 2026. Cette question a porté sur un sujet qui marquera les entreprises au cours de l'année à venir. Les répondants ont pu saisir un texte libre pour indiquer les thématiques qui leur semblaient les plus porteuses d'opportunités pour eux.

A des fins d'analyse, les réponses en texte libre ont été regroupées par termes génériques afin de saisir des modèles dans les réponses. Au total, 162 entreprises ont répondu en texte libre, soit un peu plus de la moitié des répondants. 6 entreprises (soit 3,7 % des entreprises ayant répondu au sondage) ont déclaré qu'«aucune» thématique ne ferait l'actualité. 30 autres entreprises ont mentionné des thématiques spécifiques à leur entreprise. Les 126 réponses restantes ont parfois pu être attribuées à plus d'un terme générique, ce qui fait que le total des 150 réponses a été pris en compte dans l'analyse finale de cette question.

La thématique la plus souvent mentionnée pour 2026 a porté sur l'intelligence artificielle (IA) (18,7 %). Le nombre de réponses a encore augmenté par rapport au sondage de l'année précédente, où ce thème occupait déjà la première place au classement. Si l'on ajoute le terme «digitalisation», dans lequel l'utilisation de l'IA peut également être un aspect partiel (18,0 % des réponses), il s'avère que plus d'un tiers des entreprises participantes considèrent l'IA et le numérique comme les thématiques prédominantes en 2026. De nombreuses entreprises associent ces deux thèmes à des opportunités, dans l'espoir d'une plus grande efficacité et de meilleurs produits.

Les entreprises considèrent la situation en matière de politique commerciale (11,3 %) et géopolitique (10,7 %) comme la deuxième priorité. Il ressort des réponses qu'il s'agit souvent de l'incertitude liée à la situation mondiale. On peut supposer que cette situation est davantage associée à des risques. Cette catégorie comprend également les réponses appelant à une clarification des relations avec l'UE.

Pour 10,7 % des entreprises, la réglementation étatique et la bureaucratie seront les thématiques abordées en 2026. Les entreprises considèrent comme un risque la bureaucratisation croissante par des mesures étatiques. Certains répondants mentionnent notamment la réglementation dans le domaine de la durabilité et des critères ESG. Le thème de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée», qui était au cœur du dernier Rapport sur les opportunités 2025, semble moins pertinent que lors du sondage mené l'an passé. Cette année, 10,0 % des entreprises ont cité la difficulté à trouver du personnel qualifié comme thème d'actualité. Les champs du domaine de la «durabilité» ont également été beaucoup moins cités (6,7 %). Cela indique que le domaine est éclipsé par d'autres problématiques plus aigües.

La situation économique globale est particulièrement déterminante pour 6,0 % des entreprises qui ont mentionné une thématique qui ferait l'actualité. La croissance économique est particulièrement préoccupante, en particulier dans les pays voisins que sont l'Allemagne et la France. Par ailleurs, la force du franc suisse inquiète certaines entreprises.

Illustration 25: Thèmes d'actualité 2026

N = 320 entreprises | n = 150 réponses

«L'IA n'est plus perçue comme une vision d'avenir mais comme une réelle opportunité stratégique.»

3. Conception de l'étude

3.1 Réalisation du sondage

Le sondage sur le Rapport sur les opportunités 2026 a été réalisé en ligne à l'aide de l'outil d'enquête «Unipark» du département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne. Les réponses ont été données de manière anonyme et à aucun moment il n'a été possible d'établir un lien entre les réponses et les entreprises participantes ou vice versa. Le groupe cible du sondage était composé de spécialistes et de cadres dirigeants de niveau C de moyennes et grandes entreprises suisses.

L'invitation à participer à l'étude a été envoyée en septembre 2025 par les partenaires du sondage aux Directions d'entreprises de Suisse alémanique et de Suisse romande. Par ailleurs, le sondage a été promu via le réseau social LinkedIn et la newsletter de l'IFZ. La promotion du sondage par le biais de newsletters et des réseaux sociaux n'a pas permis d'exclure que des entreprises ne faisant pas partie du groupe cible y répondent. Etant donné que le canton d'origine des entreprises participantes a été demandé, les entreprises qui n'ont pas de siège en Suisse ont pu être exclues de l'analyse.

Les réponses provenaient principalement de membres de directions et de conseils d'administration.

Au total, 356 questionnaires exploitables et entièrement complétés ont été reçus. Une entreprise avait indiqué avoir son siège en dehors de la Suisse. Par ailleurs, les moyennes et grandes entreprises ont été définies comme groupe cible de l'étude. C'est pourquoi, nous avons exclu les micro-entreprises (de moins de 10 collaborateurs) de l'analyse. 35 entreprises se sont classées dans cette catégorie. Par ailleurs, une entreprise n'a fourni aucune information sur le nombre de ses collaborateurs. Cette entreprise a également été retirée de l'analyse. Comme l'entreprise dont le siège se trouve en dehors de la Suisse faisait également partie de la catégorie des micro-entreprises, 36 questionnaires au total ont été exclus. L'analyse repose donc sur 320 lots de données.

Le questionnaire utilisé comportait des questions filtres. Les participants n'ont donc pas tous pu répondre à toutes les questions. En outre, certaines questions ont pu être ignorées. Par ailleurs, pour certaines questions, des choix multiples étaient possibles. C'est pourquoi l'analyse indique le nombre de réponses effectives par question, qui peut diverger à la hausse comme à la baisse du total des réponses (320).

Au début du questionnaire, les participants pouvaient choisir s'ils voulaient le remplir en allemand, en français ou en anglais. 84,7 % des personnes interrogées ont opté pour l'allemand, 12,5 % pour le français et seulement 2,8 % pour l'anglais.

3.2 Conception du questionnaire

Le sondage a été réalisé à l'aide d'un questionnaire en ligne structuré qui comportait, outre des questions démographiques et des questions sur la structure organisationnelle, le secteur et l'activité des entreprises participantes, ces trois thèmes principaux:

1. Stratégie et mise en œuvre de la stratégie
2. Axe thématique: naviguer en temps incertains
3. Attentes envers les responsables politiques

Tous les participants pouvaient ignorer certaines questions. Outre les questions à choix multiples, les répondants pouvaient aussi remplir des champs de texte libre.

Le sondage était accessible à tous les participants potentiels en septembre 2025. Le sondage s'est achevé le 02.10.2025 et les résultats ont été sauvegardés. Toutes les réponses saisies et validées ont été intégrées dans l'analyse. Seules les réponses des entreprises étrangères ou appartenant à la catégorie des micro-entreprises ont été exclues.

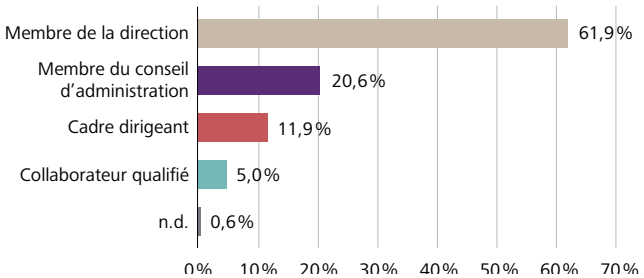
L'analyse du sondage a été réalisée en octobre 2025 à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) du département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne par les auteurs de cette étude.

3.3 Représentativité

Afin d'obtenir des résultats significatifs, la diffusion du questionnaire en ligne a porté sur les personnes appartenant au groupe cible principal. Compte tenu de la diffusion plus large du questionnaire sur les médias sociaux, il n'était toutefois pas exclu que des réponses en dehors du groupe cible fassent partie des lots de données reçus. Les lots non pertinents ont été systématiquement exclus.

Un critère important pour la qualité et la représentativité des réponses est la qualification des répondants. Près des deux tiers (61,9 %) des réponses proviennent de membres de directions. Par ailleurs, 20,6 % des répondants sont membres de conseils d'administration. On constate ainsi que plus de 80 % des réponses proviennent du groupe cible principal, car la direction dispose d'une vue d'ensemble de la situation de l'entreprise. La qualité des réponses était donc encore légèrement meilleure que celle du Rapport sur les opportunités 2025 (79,4 % au total pour les membres de directions et de CA). 11,9 % se considèrent par ailleurs comme des cadres dirigeants, si bien que ces réponses font très probablement aussi partie du groupe cible principal. Seuls 5,6 % d'entre eux sont du personnel technique ou ne donnent aucune indication sur leur position dans l'entreprise. On peut donc constater que le groupe cible principal a bien été intégré parmi les répondants et que les résultats de l'étude ont une excellente pertinence.

Illustration 26: Fonction des participants



N = 320 entreprises

A strictement parler, l'étude ne peut cependant pas prétendre à la représentativité. Une conception différente, qui n'a délibérément pas été utilisée dans la présente étude, aurait été nécessaire. Pour obtenir un résultat représentatif, il aurait en effet fallu tenir compte des principes d'échantillonnage. En raison de la bonne adéquation des répondants avec le groupe cible visé, on peut néanmoins supposer une très grande pertinence avec une représentativité approximative des réponses.

3.4 Entreprises répondantes

La première partie du sondage portait sur le secteur d'activité, la taille et le siège des entreprises répondantes. Ces indications permettent d'une part de savoir si le groupe cible prévu a effectivement été intégré. D'autre part, les indications permettent d'effectuer des analyses spécifiques tenant compte des particularités régionales, sectorielles et relatives à la taille.

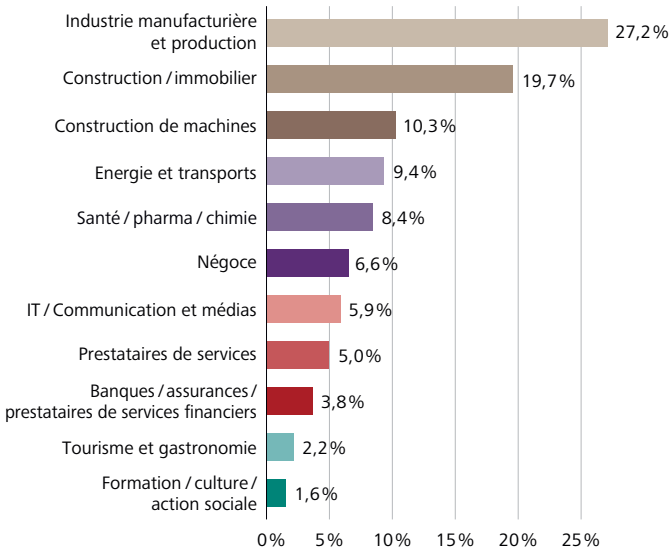
Selon les données de l'Office fédéral de la statistique, l'économie suisse est principalement composée d'entreprises de commerce et de services (77,1 %). Le secteur secondaire (industrie) représente 14,8 % des entreprises, tandis que l'agriculture représente environ 8,0 % des entreprises.[5] Toutefois, les entreprises faisant partie du groupe cible du Rapport sur les opportunités sont les moyennes et grandes entreprises. Le négoce et les services, ainsi que l'agriculture, sont essentiellement constitués de petites entreprises, voire de micro-entreprises. Dans ces secteurs, selon les statistiques sur les entreprises de l'Office fédéral de la statistique, la forme juridique «entreprise individuelle» prédomine.[6] Pour intégrer le groupe cible à l'étude, il faudrait donc une surpondération de l'industrie dans les données. Cette attente a été satisfaite puisque 27,2 % proviennent de l'industrie manufacturière et de la production. Par ailleurs, 10,3 % appartiennent à la construction de machines et équipements et 8,4 % proviennent des secteurs pharmaceutique, santé et chimie, très importants pour la Suisse. Près de la moitié des entreprises participantes appartiennent donc à l'industrie. Par ailleurs, 19,7 % appartiennent au secteur du bâtiment (immobilier inclus). 9,4 % exercent dans les secteurs de l'énergie et des transports. Dans un sens plus large, ces deux secteurs peuvent également être rattachés à l'industrie. Selon cette conception large du secteur de l'industrie, les trois quarts des réponses appartiennent au secteur secondaire.

Environ un quart des réponses provient des secteurs du commerce et des services. 6,6 % proviennent du commerce, 5,9 % de l'informatique, de la communication et des médias et 5,0 % des services aux entreprises. 3,8 % appartiennent au secteur des services financiers, particulièrement important pour la Suisse. Ce dernier ne fait pas partie du groupe cible principal du sondage. La sous-pondération par rapport à la moyenne suisse est donc souhaitable. Les secteurs à forte prédominance de petites entreprises que sont le tourisme et la restauration (2,2 %), ainsi que la formation/la culture et les services sociaux (1,6 %), sont également sous-pondérés.

[5] Cf. Bundesamt für Statistik, Marktwirtschaftliche Unternehmen nach Wirtschaftsabteilungen und Rechtsform – 2011–2023 | Tabelle, (tableau des entreprises marchandes selon la division économique et la forme juridique), consulté le 2.10.2025.

[6] Cf. ibid.

Illustration 27: Entreprises participantes par secteur

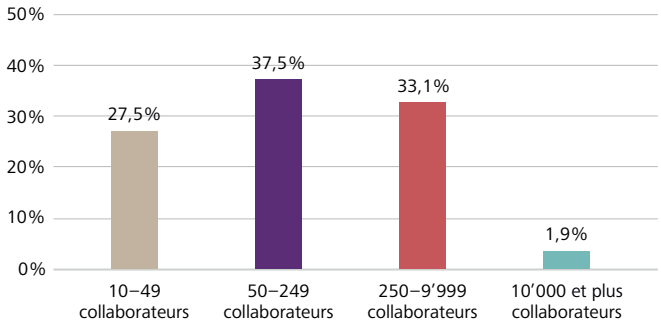


N = 320 entreprises

Cette répartition sectorielle permet de très bien cerner le groupe cible, dont la taille et les secteurs divergent de la moyenne suisse. La taille des entreprises ayant participé au sondage en témoigne également. Celles-ci sont nettement supérieures à la moyenne suisse mais correspondent aux critères cibles. Si l'on prend en compte le nombre de collaborateurs et le chiffre d'affaires d'une entreprise pour mesurer sa taille, les résultats suivants apparaissent pour les participants au Rapport sur les opportunités: 27,5 % des entreprises ont entre 10 et 49 collaborateurs. Celles-ci font certes partie des petites entreprises selon la définition de l'Office fédéral de la statistique,[7] mais on peut supposer que les entreprises situées à l'extrémité supérieure de la fourchette, en particulier, disposent de structures et donc d'opportunités et de défis, identiques ou similaires à ceux des moyennes et grandes entreprises. Les moyennes entreprises comptant entre 50 et 249 collaborateurs représentent 37,5 % des participants. 33,1 % sont des grandes entreprises comptant entre 250 et 9'999 collaborateurs. Contrairement à l'année dernière, nous avons procédé à une différenciation supplémentaire pour savoir si les entreprises comptant plus de 10'000 collaborateurs participaient à l'étude. Il s'agissait de 6 entreprises, soit 1,9 % de leur totalité. Dans le cas de ces très grandes entreprises, qui sont également au centre de l'attention du grand public, nous partons du principe qu'il existe des opportunités et des problèmes spécifiques qui peuvent les distinguer des autres entreprises. Les micro-entreprises de moins de 10 collaborateurs n'ont pas été prises en compte. Le nombre de collaborateurs a été retenu comme critère d'exclusion pour les micro-entreprises, car le chiffre clé alternatif, le chiffre d'affaires, fluctue plus fortement que le nombre de collaborateurs en fonction du secteur.

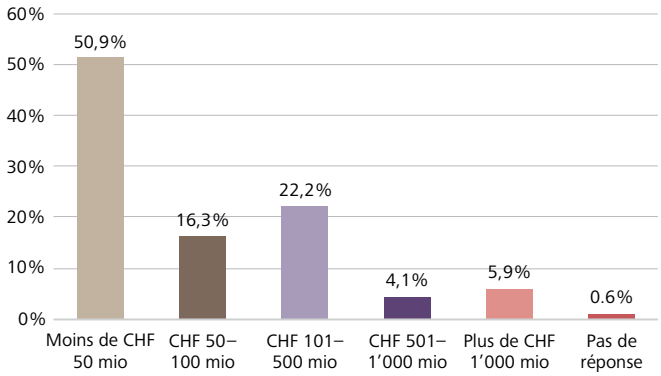
L'observation des chiffres d'affaires montre également que les grandes et moyennes entreprises pèsent le plus lourd dans les réponses reçues dans l'étude. Les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 1'000 mio CHF représentent 5,9 % des participants. 4,1 % des entreprises réalisent un chiffre d'affaires compris entre CHF 500 mio et CHF 1'000 mio, 22,2 % appartiennent à la catégorie de chiffre d'affaires compris entre CHF 100 mio et CHF 500 mio. 16,3 % ont un chiffre d'affaires supérieur à CHF 50 mio, mais ne dépassent pas CHF 100 mio. 50,9 % des entreprises participantes ont un chiffre d'affaires inférieur à CHF 50 mio.

Illustration 28: Taille de l'entreprise selon le nombre de collaborateurs



N = 320 entreprises

Illustration 29: Taille de l'entreprise selon le chiffre d'affaires



N = 320 entreprises

[7] Office fédéral de la statistique, https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/structure-economie-entreprises/pme.html, dernière consultation le 20.10.2025.

Conception de l'etude

Dans l'ensemble, les entreprises répondantes sont nettement plus grandes que la moyenne suisse. Cela correspond au groupe cible visé. En comparaison avec le mode opératoire utilisé pour établir le Rapport sur les opportunités 2025, il a été possible de mieux cibler la totalité des entreprises, cette année. Néanmoins, les différences démographiques entre les deux années de sondage sont si faibles qu'une comparaison annuelle reste pertinente.

Les entreprises qui exportent à l'échelle internationale sont confrontées à des problèmes spécifiques, par exemple en raison des conflits commerciaux, en particulier avec les Etats-Unis, ou en raison des fluctuations des taux de change. Elles sont également plus directement touchées par la situation géopolitique incertaine que les entreprises dont les activités se concentrent sur la Suisse. En tant qu'économie relativement petite avec un marché intérieur restreint, les entreprises suisses sont généralement très orientées sur l'exportation. 55,0 % des entreprises participantes au Rapport sur les opportunités sont exportatrices. 9,4 % réalisent plus de la moitié de leur volume d'affaires grâce aux exportations. Pour 12,8 %, cette proportion dépasse même les trois quarts. La forte orientation exportatrice des entreprises suisses est ainsi bien représentée dans l'ensemble.

Une cotation en bourse entraîne également différentes opportunités et défis pour les entreprises. Non seulement les entreprises cotées en bourse ont tendance à être plus grandes et internationales que les entreprises privées, mais elles sont également soumises à des exigences de transparence plus strictes. 13,8 % des entreprises cotées en bourse ont participé au Rapport sur les opportunités 2026.

La répartition régionale des entreprises qui ont répondu au sondage ne reflète pas de manière totalement représentative la puissance économique des grandes régions suisses. La Suisse romande, qui est délibérément incluse pour la première fois dans le Rapport sur les opportunités 2026, est légèrement sous-représentée. Toutefois, le nombre de réponses est suffisant pour obtenir des résultats statistiquement fiables. Le Tessin n'a pas été spécifiquement intégré au sondage qui n'était d'ailleurs pas disponible en italien. Malgré tout, 3,1 % des réponses proviennent du Tessin. La Suisse alémanique prédomine dans les réponses avec un accent particulier sur les entreprises de Suisse centrale.

La totalité des entreprises ayant répondu dans le Rapport sur les opportunités 2026 ne reflète pas l'économie suisse, mais correspond très bien au groupe cible abordé dans cette étude. Il s'agit essentiellement d'entreprises moyennes à grandes, les secteurs de production étant surreprésentés. La répartition régionale ne correspond pas entièrement à la puissance économique des grandes régions, mais il est possible de tirer des conclusions statistiquement significatives pour toutes les régions. La pertinence particulièrement forte des résultats de l'étude réside notamment dans les personnes participantes. Nous sommes parvenus à intégrer une grande majorité des membres de directions et de conseils d'administration. Les décideurs réels, qui disposent d'une vue d'ensemble de leur entreprise, ont ainsi rempli le questionnaire. Les affirmations sont par conséquent valables. Par rapport au sondage de l'année précédente, seule la répartition régionale des réponses a changé pour l'essentiel, la Suisse romande étant désormais mieux représentée. La nette augmentation du nombre de réponses (+46,7 %) a permis d'améliorer considérablement la qualité des déclarations. Une comparaison avec l'année précédente est tout à fait possible, car les caractéristiques des entreprises participantes n'ont guère changé. Dans l'ensemble, l'échantillon reflète très bien le groupe cible visé.

4. Conclusion

Le présent Rapport sur les opportunités 2026 s'intitule «Naviguer en temps incertains». La période que nous traversons est complexe. L'incertitude qui y règne, et qui se manifeste à travers les nombreux rebondissements du conflit douanier entre la Suisse (ainsi que tous les autres pays) et les Etats-Unis, constitue un défi pour les entreprises. Néanmoins, les entreprises concernées par cette disposition, qualifiée de «coup de massue douanier», sont moins nombreuses que ce que l'on pourrait déduire de la couverture médiatique actuelle sur le sujet. Les entreprises ne restent pas inactives face à ces défis: elles cherchent des marchés alternatifs et les trouvent à proximité, donnant la priorité à la région DACH et aux autres pays de l'Union européenne. C'est ainsi que s'expliquent les attentes envers la sphère politique: les entreprises attendent une stabilisation des relations (bilatérales) avec l'UE. L'escalade des relations commerciales avec les Etats-Unis, qui ne posaient pas de problème depuis longtemps, montre par ailleurs l'importance de relations stables et d'accords formels. Cela se reflète également dans le deuxième souhait adressé aux responsables politiques: des accords de libre-échange doivent être conclus. Dans ce contexte, les entreprises se tournent également vers des régions plus éloignées, par exemple en Asie, afin de contourner les relations difficiles avec l'Union européenne en tant que partenaire commercial «non aligné».

La réglementation reste un autre défi majeur pour les entreprises. En réalité, elles souhaitent pouvoir exercer leurs activités de manière autonome, sans intervention de l'Etat. Les réglementations perçues comme de plus en plus importantes et contraignantes perturbent ce processus, à l'exception de la politique de formation professionnelle, où les entrepreneurs souhaiteraient plus d'engagement des politiques. Les réglementations dans le domaine de la durabilité constituent particulièrement des défis. Mais là aussi, les entreprises agissent: elles essaient d'améliorer l'efficacité de leurs processus à l'aide d'instruments numériques. Les thèmes d'actualité les plus souvent cités vont dans ce sens: l'intelligence artificielle et la digitalisation. L'IA est encore plus perçue comme une opportunité que lors du sondage mené l'année précédente. Les entreprises sont plus nombreuses à s'y intéresser qu'en 2025. Il s'avère que l'IA est de plus en plus présente dans la pratique des entreprises et trouve également des applications concrètes.

Malgré cette période d'incertitude, force est de constater que les entreprises restent optimistes et abordent les défis de manière positive et entrepreneuriale. Les entreprises suisses savent donc bien naviguer, même en temps incertains. Les conditions sont réunies pour que 2026 soit une année prospère.

5. Perspectives

Les entreprises suisses restent optimistes. Toutefois, la deuxième édition du Rapport sur les opportunités montre également que le sentiment d'incertitude s'est accentué. L'évolution du commerce international est particulièrement préoccupante. Les entrepreneurs saisissent, malgré tout, les opportunités qui s'offrent à eux. Même en cas de conflit commercial, ils voient des opportunités. En effet, les entreprises suisses peuvent se présenter comme des partenaires commerciaux fiables et non alignés. Par ailleurs, l'économie suisse met l'accent sur les principaux partenaires commerciaux des pays voisins. Il s'agit d'une mission qui incombe aux responsables politiques d'établir des relations fiables avec l'Union européenne. Il s'agit aussi sans doute d'une conséquence de la tournure surprenante qu'ont prise les relations avec les Etats-Unis et qui n'aurait pas été imaginable il y a un an.

Les thèmes qui devraient faire l'actualité en 2026 devraient être les mêmes qu'en 2025: selon les entreprises participantes, l'année 2026 sera marquée par l'intelligence artificielle et la digitalisation. L'IA avait été élue thème d'actualité dès 2025. Les entreprises continuent d'entrevoir des opportunités dans la mise en œuvre de l'IA. Et la tendance montre que les applications de cette technologie deviennent plus concrètes.

Le deuxième Rapport sur les opportunités en Suisse met également clairement en lumière que l'état d'esprit des entrepreneurs suisses est orienté sur les opportunités. Des inquiétudes sont certes exprimées, mais même dans ce cas, les décideurs au sein des entreprises recherchent d'abord les opportunités.

Auteures et auteurs

Stefan Behringer
dirige le Centre de compétences Controlling à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ), rattaché au département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne. Avant sa carrière académique, Stefan Behringer a travaillé pendant 10 ans dans la gestion de plusieurs grandes entreprises en Allemagne, notamment en tant que responsable du Controlling de groupe et Chief Compliance Officer. De 2013 à 2019, il a été président de la NORDAKADEMIE, une haute école spécialisée privée située dans le nord de l'Allemagne. Stefan Behringer mène actuellement des recherches dans les domaines de la présentation de comptes consolidés, des cryptoactifs et du Controlling/reporting ESG.

Stephanie Blättler
est chargée de cours et cheffe de projet spécialisée en Controlling à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne. Auparavant, elle travaillait dans le secteur de la criminalité économique pour une société de conseil. Stephanie Blättler enseigne et mène des recherches dans le Controlling, en se concentrant sur le secteur de la santé et les organisations à but non lucratif. Elle est par ailleurs directrice d'une association spécialisée pour les responsables financiers d'organisations à but non lucratif.

Timo Heroth
est chargé de cours et chef de projet spécialisé dans le reporting sur la durabilité auprès du Centre de compétences Controlling de l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne. Timo Heroth a engrangé de l'expérience dans le domaine du Corporate Banking et des fusions et acquisitions à l'international. Il est chercheur-enseignant dans des domaines tels que l'analyse pilotée par l'IA de données non financières ou encore l'orientation des entreprises sur les parties prenantes. Il dirige le cours spécialisé Sustainability Fundamentals for IR Practitioners. Il assiste des entreprises du secteur privé à réaliser des analyses de pertinence dans le cadre du reporting de durabilité.

Manuel Gesslein
est assistant de master à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) rattaché au département Economie de la Haute école spécialisée de Lucerne, au Centre de compétences Controlling. Il suit par ailleurs le cursus du master International Financial Management IFM à la Haute école spécialisée de Lucerne. Il est impliqué dans des projets de recherche sur la présentation de comptes consolidés, le Controlling/reporting ESG ainsi que sur la situation économique de Suisse centrale.

Rédaction

L'Institut des services financiers de Zoug (IFZ), rattaché au département Economie de la Haute école de Lucerne, est le principal institut d'enseignement supérieur spécialisé dans le domaine financier en Suisse. L'IFZ propose des services de recherche et de conseil et offre un large éventail de formation continue pour les professionnels et les cadres dirigeants du secteur financier. Les programmes de Bachelor et Master of Science avec spécialisation en Banking & Finance, Financial Management et Real Estate font également partie des formations de l'IFZ.

Raiffeisen est le deuxième groupe bancaire sur le marché domestique et la banque retail suisse la plus proche de sa clientèle. Elle compte plus de deux millions de sociétaires ainsi que 3,75 millions de clientes et clients et entretient des relations avec près de 230'000 entreprises suisses. Le Groupe Raiffeisen est présent sur 768 sites répartis dans toute la Suisse. Les 212 Banques Raiffeisen, juridiquement indépendantes et organisées en coopératives, sont sociétaires de Raiffeisen Suisse société coopérative, qui assure la fonction de gestion stratégique et de surveillance de l'ensemble du Groupe Raiffeisen. Grâce aux sociétés du Groupe, à ses coopérations et à ses participations, le Groupe Raiffeisen propose aux particuliers et aux entreprises une offre complète de services et de produits. Au 30 juin 2025, le Groupe Raiffeisen gérait des actifs de la clientèle à hauteur de 272 milliards de francs, et quelque 239 milliards de francs de prêts et crédits à la clientèle, dont plus de CHF 50 milliards alloués à la clientèle entreprises en Suisse. Sa part du marché hypothécaire national est de 18,3%. Quant au total du bilan, il s'élève à 312 milliards de francs.

Contact Haute école de Lucerne
chancenreport@hslu.ch

Contact Raiffeisen Suisse
chancenreport@raiffeisen.ch

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSFin. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB]/Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe Raiffeisen.

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.